

LUTTE CONTRE LES INCENDIES
**Appel à
l'intensification des
efforts pour protéger
les forêts**

P 4

58 ANS APRÈS LA NATIONALISATION DES MINES

2024 année de la concrétisation des mégaprojets

L'Algérie a célébré hier la date historique du 6 mai 1966, marquant la nationalisation des mines, sur fond d'un ambitieux programme de relance du secteur à travers le lancement de grands projets structurants dans l'objectif de contribuer de manière substantielle à la diversification de l'économie nationale. Si 2023 est considérée comme l'année de la relance du secteur, 2024 sera celle de la concrétisation effective de grands projets miniers structurants. P 3



ALLOCATION CHÔMAGE

**400 000 bénéficiaires
orientés vers le marché
du travail**

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a annoncé hier à Alger que deux millions de jeunes ont bénéficié de l'allocation chômage depuis son instauration par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

P 3

SALON BATIMATEC 2024

**L'industrie des
matériaux de
construction en force**



Le salon Batimatec est un rendez-vous incontournable pour les professionnels du bâtiment et une occasion pour présenter fabricants d'exposer leurs innovations et les nouvelles gammes de produits. Dans sa 26^{ème} édition, le salon a enregistré une participation record de pas moins de 900 exposants, dont 600 algériens et 200 autres étrangers de 14 pays, affirmé hier, Raouf Stiti, DG de Batimatec Expo, en constatant une forte présence de l'industrie des matériaux de construction.

P 5

MERIEM BENMOULOU, HAUT-COMMISSAIRE À LA NUMÉRISATION

«Le Centre national des services numériques contribuera à renforcer la souveraineté numérique»

La Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, a affirmé, hier lundi à Alger, que le Centre national algérien des services numériques « contribuera à renforcer la souveraineté numérique en Algérie et facilitera l'orientation progressive vers la réalisation de son autonomie technologique ».

P 16

AFIN DE BÉNÉFICIER DES INCITATIONS DE LA LOI DE FINANCES 2024

Le ministère invite les investisseurs dans l'aquaculture à se rapprocher de ses services P 2

10^ÈE ÉDITION DU FORUM AFRICAÏN DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE

**Signature de plus
de 60 accords P 2**

POUR LA COMMERCIALISATION DE SES PRODUITS EN MAURITANIE

**Holding ACS signe un
mémoire d'entente avec
une société mauritanienne P 5**

AFIN DE BÉNÉFICIER
DES INCITATIONS DE
LA LOI DE FINANCES
2024

Le ministère
invite les
investisseurs
dans
l'aquaculture à se
rapprocher de ses
services

Le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, a invité, dimanche dans un communiqué, les professionnels qui souhaitent bénéficier de la prime incitative relative à la production du tilapia, prévue dans la loi de finances 2024, à se rapprocher de ses services à travers le territoire national, pour plus d'informations et pour le dépôt des dossiers. "Le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques invite les professionnels de l'aquaculture en eau douce, ainsi que les agriculteurs qui pratiquent l'activité de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, qui souhaitent bénéficier de la prime incitative dédiée aux producteurs du tilapia, estimée à 50DA par kilo produit, prévue dans la loi de finances de l'exercice 2024, à se rapprocher des directions et des chambres de la pêche et de l'aquaculture à travers le territoire national, pour plus d'informations et pour le dépôt des dossiers", précise le communiqué. Quant au dossier à fournir pour bénéficier de cette prime incitative, le ministère a fait savoir que pour les entreprises concernée, le dossier doit inclure "une fiche d'informations renseignée par le producteur, conformément au modèle en vigueur (disponible au niveau des directions et des chambres de la pêche et de l'aquaculture), une copie du registre de commerce, une copie du permis d'aquaculture en milieu aquatique et une copie de l'identité bancaire ou postale (RIB/RIP)". Pour l'aquaculture intégrée à l'agriculture, le dossier doit inclure "une fiche d'informations remplie par le producteur conformément au modèle en vigueur (disponible au niveau des directions et des chambres de la pêche et de l'aquaculture), une copie du permis d'aquaculture intégrée en milieu terrestre et une copie de l'identité bancaire ou postale (RIB/RIP)", selon la même source. Le ministère a également invité les opérateurs économiques et les jeunes qui souhaitent investir dans le domaine de l'aquaculture, à "se rapprocher de ses services pour mieux connaître les incitations financières et fiscales accordées à cette filière prometteuse", ajoute le communiqué.

R E.

10E ÉDITION DU FORUM AFRICAIN DE L'INVESTISSEMENT
ET DU COMMERCE

Signature de plus
de 60 accords

La 10e édition du Forum africain de l'Investissement et du Commerce (AFIC10), clôturée dimanche à Alger, a été couronnée par une série de recommandations qui mettent en exergue le rôle central de l'Algérie dans le processus d'intégration économique continentale. Ainsi, la signature à cette occasion de plus de 60 accords de coopérations. Dans une allocution de clôture, le président du CAAID, Amine Boutalbi, a souligné l'importance de cet évènement qui contribue à la promotion de l'investissement et du commerce intra-africain.

Par Slimane T

Les participants à ce Forum, organisé par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), les 4 et 5 mai, sous le thème «La route vers le marché africain», ont mis en avant «le rôle central de l'Algérie en tant que pôle régional capable de jouer un rôle clé dans l'édification du continent africain». L'Algérie s'acquitte de ce rôle de par «sa position géographique privilégiée et ses solides relations historiques avec les pays africains d'une part, et avec les autres pays et organisations régionales et internationales d'autre part, outre ses importantes capacités économiques, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'infrastructure et de la logistique», selon le communiqué final ayant sanctionné cette édition du Forum. Il s'agit également «du soutien aux grands projets continentaux, dont l'Algérie est l'un des principaux piliers en tant que porte de l'Afrique pour les flux d'investissements internationaux, à l'instar de la route transsaharienne et du

gazoduc transsaharien Algérie-Nigéria, ainsi que la route reliant l'Algérie et la Mauritanie». Les participants ont exhorté «les pays africains à œuvrer, avec les structures et institutions continentales, à finaliser les étapes de construction du marché commun africain, qui deviendra, dans les décennies à venir, le plus grand marché mondial», soulignant «les importantes opportunités qu'il représente pour les pays africains afin d'améliorer la performance de leurs économies et de moderniser leurs secteurs de production». Ils ont également plaidé pour «la levée des obstacles administratifs et juridiques devant les marchandises et les investissements africains», à prioriser afin d'augmenter le taux d'intégration économique, de permettre à «l'accord de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) de devenir un catalyseur de la complémentarité régionale à même d'ériger le continent en centre international de commerce et d'investissement pour consacrer la prospérité commune». Les participants ont également

recommandé d'«élaborer une vision stratégique globale sur le développement économique en Afrique», saluant l'adoption par plusieurs pays africains de programmes de transition numérique pour être au diapason des changements technologiques, outre le recours à l'intelligence artificielle afin de développer les secteurs économiques. Les recommandations prévoient en outre la nécessité de réorganiser le système éducatif au niveau continental, pour permettre à l'Afrique de suivre les progrès survenus dans les domaines de la technologie et de l'intelligence artificielle, et de conférer aux sociétés les capacités de créativité et de renouveau et d'encourager l'esprit entrepreneurial. Par ailleurs, les participants ont proposé la création d'une plateforme de suivi par des experts et des spécialistes dans les domaines d'intérêt du CAAID et d'un conseil scientifique qui fait office d'une cellule d'orientation stratégique chargé de veiller à la formulation de propositions et au suivi des recommandations, et de définir les programmes et axes des prochaines sessions du forum.

HYDROCARBURES

Le groupe norvégien «Equinor» veut
renforcer ses activités en Algérie

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, dimanche à Alger, le Vice-président exécutif du groupe énergétique norvégien "Equinor", Philippe Mathieu, avec lequel il a évoqué les perspectives d'élargir l'activité du groupe en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence du PDG de Sonatrach et de membres du Conseil exécutif du groupe norvégien, les deux parties ont passé en revue "l'état de la coopération bilatérale dans le domaine

de l'énergie, notamment en matière d'exploration et de production des hydrocarbures en Algérie", exprimant leur satisfaction de l'excellence du partenariat entre Sonatrach et Equinor, en particulier les relations de partenariat à In Salah et In Amenas". A cette occasion, les opportunités d'investissement et l'élargissement du partenariat entre les groupes algérien et norvégien ont été examinées, ainsi que l'échange d'expériences et de connaissances dans des domaines connexes tels que le développement des champs pétro-

liers, la réduction de l'impact de l'industrie des combustibles fossiles sur l'environnement, les émissions de dioxyde de carbone, le captage et stockage du carbone (CCS). Par la même occasion, M. Mathieu a exprimé sa satisfaction quant aux relations de coopération avec Sonatrach, soulignant l'intérêt d'Equinor à renforcer ses activités en Algérie, notamment qu'elle célèbre ce mois-ci le 20e anniversaire de sa présence dans le pays, conclut le communiqué.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

58 ANS APRÈS LA NATIONALISATION DES MINES

2024 année de la concrétisation des mégaprojets

L'Algérie a célébré hier la date historique du 6 mai 1966, marquant la nationalisation des mines, sur fond d'un ambitieux programme de relance du secteur à travers le lancement de grands projets structurants dans l'objectif de contribuer de manière substantielle à la diversification de l'économie nationale. Si 2023 est considérée comme l'année de la relance du secteur, 2024 sera celle de la concrétisation effective de grands projets miniers structurants.

Par Réda Hadi

Pour M Oubraham Fethi, Directeur General Adjoint de la Sonarem, qui s'est exprimé chez nos confrères de la Radio Nationale, le plan de développement minier, au cœur de la politique nationale de diversification économique, connaîtra cette année un coup d'accélérateur. En effet, après avoir tracé un aperçu exhaustif des réalisations, il a mis en relief, l'importance de notre jeunesse à relever le flambeau, et pérenniser les acquis qui leur sont légués. Durant sa locution, il a mis en relief les différents projets, et a mis l'accent sur le changement législatif qui a été opéré et particulièrement la nouvelle loi minière. Ce projet de loi régissant les activités minières est une feuille de route pour tous les opérateurs économiques exerçant dans le secteur minier, a-t-il affirmé. Le texte, indique-t-il, verra la relance de certains projets qui sont à l'arrêt et apporte des garanties sur l'investissement. Passant au peigne fin les atouts dont dispose notre pays et l'importance qu'accorde le Président Tebboune et son Gouvernement au secteur, il a fait part de l'importance d'une ville minière à Tindouf, annonçant que le projet ouvrira perspectives et les études sont en cours de réalisation. A ses yeux, l'Algérie pourra voir plus grand. «On pourra aller vers un pôle minier», souligne-t-il été de continuer sur le projet phare de Gara Djebilet, en faisant fait de l'achèvement d'une étude préliminaire de minerai de fer ainsi qu'une étude d'engineering d'un complexe de sidérurgie. Avec une capacité production globale de 4 millions tonnes, Gara

Djebilet pourra atteindre les 50 millions tonnes, selon M. Oubraham. Ce dernier évoque d'autre part l'importance de la ressource humaine, affirmant que Sonarem a créé une entreprise spécialisée dans la formation aux métiers des mines, et accueille les jeunes diplômés. Dans la recherche scientifique, indique le même responsable, des conventions sont signées avec plusieurs universités dont celles de Bejaia et d'Annaba. Enchaînant, il indique que Sonarem s'inscrit pleinement dans la politique des pouvoirs publics de mieux développer les petites entreprises ainsi que les startups, relevant que «nous serons dans les délais fixés pour la généralisation de la numérisation». L'année 2024 sera celle du lancement effectif de grands projets miniers structurants. De ce faite, les travaux d'ouverture de la mine de phosphate de Tébessa seront lancés en octobre alors que ceux de la mine de zinc de Béjaïa le seront le mois prochain. Le plan de développement minier, connaîtra cette année un coup d'accélérateur. Après le lancement officiel du projet d'exploitation de la mine de fer de Ghar Djebilet, lors de la visite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à Tindouf au mois de décembre dernier, deux grands projets miniers structurants seront lancés au cours des prochains mois. Aussi, il y a eu le lancement des travaux d'ouverture de deux mines à savoir la mine de phosphate de Tébessa en octobre et qui signera le lancement effectif du projet Phosphate intégré, et de la mine de zinc d'Oued Amizour dans la wilaya de Bejaia

Les pouvoirs publics assurent que le secteur travaillait à réaliser les projets structurants qui permettront de réduire la facture d'importation et de créer des milliers d'emplois, dont le projet de phosphate intégré à Tébessa, pour lequel les travaux d'ouverture de la mine débiteront en octobre 2024 par société Sonarem, immédiatement après le transfert de matériel archéologique découvert sur le site de la mine . S'agissant du projet de zinc à Oued Amizour à Béjaïa, dont la construction de la mine a débuté, ainsi que le projet d'exploitation des mines de fer de Ghar Djebilet, lancé fin novembre et qui entrera en service en septembre 2026, ces trois projets constituent l'essence du programme de développement minier qui doit contribuer à la diversification de l'économie national grâce à la valorisation industrielle des ressources minières avec la production de demi-produits, mais aussi en fournissant des intrants et des matières premières pour l'approvisionnement de l'industrie nationale, contribuant ainsi à sa redynamisation. En résumé, le secteur des mines a, connu une augmentation de production, notamment pour le fer (+5,6%), le phosphate (+3%), le sel (+21%), le marbre (+23%) et l'or (+6,3%) Aussi et afin de dynamiser l'investissement minier et tirer pleinement partie du potentiel minier que recèle l'Algérie, est à l'étude un projet de modification de la loi sur les mines afin d'améliorer le climat des affaires en mettant en place des mesures incitatives pour attirer les investisseurs nationaux et étrangers ainsi que les capitaux et les compétences techniques.

INDUSTRIE

Aoun reçoit le président du Conseil d'Administration de la Chambre du Qatar

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, ce dimanche à Alger, le président du Conseil d'Administration de la Chambre du Qatar, cheikh Khalifa Bin Jassim Al Thani, accompagné de l'ambassadeur du Qatar à Alger, Abdulaziz Bin Ali Ahmed Al-Naama, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le secteur, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, « les deux parties ont passé en revue les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'industrie et les perspectives de les renforcer dans d'autres domaines du secteur, saluant l'expérience réussie dans le secteur industriel », précise la même source. Ainsi, les deux parties ont abordé « les opportunités de coopération dans le domaine des industries manufacturières, notamment agro-alimentaires et les opportunité de se diriger vers d'autres industries en coordination avec la société algéro-qatarie d'investissement ». M. Aoun a appelé à « la coordination entre les cadres du ministère et les hommes d'affaires qataris pour explorer d'autres projets dans le domaine industriel et ouvrir de nouveaux domaines de coopération pour établir des partenariats au service des économies des deux pays frères », note le communiqué. Pour sa part, le président du Conseil d'Administration de la Chambre du Qatar a exprimé sa « grande » satisfaction quant aux relations algéro-qataries qui se sont concrétisées à travers plusieurs projets bénéfiques pour les deux pays.

R. E.

ALLOCATION CHÔMAGE

400 000 bénéficiaires orientés vers le marché du travail

Par Sirine R.

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a annoncé hier à Alger que deux millions de jeunes ont bénéficié de l'allocation chômage depuis son instauration par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Intervenant à l'occasion d'une journée parlementaire sur la politique de l'emploi en Algérie, le ministre du Travail a souligné que plus de 400.000 jeunes parmi les bénéficiaires de cette allocation rejoindront prochainement des postes d'emplois, créés grâce à ce dispositif. « Plus de 02 millions de jeunes chômeurs ont bénéficié de ce dispositif mis en œuvre par l'Etat pour développer la politique de l'emploi. Le Président Tebboune s'est engagé au cours de sa campagne électorale pour réformer la politique de l'emploi en Algérie afin de répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes et des employeurs au même temps » a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « La question de l'emploi est liée au développe-

ment économique c'est pour cette raison que l'Etat s'est engagé dans un processus de développement de sa politique de l'emploi en plus des décisions pour la revalorisation des salaires pour améliorer le pouvoir d'achat des citoyens ». Une nouvelle approche et qui, selon le ministre Bentaleb, a contribué à réduire le taux du chômage au sein des jeunes. Le même responsable a salué également les efforts consentis pour la numérisation du secteur : « Ces efforts sont salués à l'échelle internationale et l'Algérie est désormais placée en cinquième position en matière de numérisation des services » a-t-il assuré. Pour sa part, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé que son secteur accorde une grande importance la politique de l'emploi, compte tenu des grands défis auxquels le secteur est confronté, en accompagnant les différents projets structurants réalisés ou en cours de réalisation au niveau national. Ces projets s'inscrivent dans le plan d'action du gouvernement qui vise à promouvoir l'emploi et

lutter contre le chômage à travers une approche économique. Arkab a indiqué dans son intervention à cette rencontre que le secteur a créé plus de 5.600 emplois directs, dont plus de 43% pour les femmes, en précisant que la politique de l'emploi est soumise à des procédures réglementaires et à des lois pour une gestion transparente et stricte. Le ministre a également souligné que les entreprises économiques publiques affiliées au secteur à l'instar de Sonatrach, Sonelgaz et Sonaram, contribuent à développer des programmes de formation spécialisés pour qualifier les jeunes et leur apporter les compétences nécessaires afin de travailler dans ce secteur vital en renforçant la coopération avec les établissements d'enseignement et les universités pour développer des programmes éducatifs spécialisés tels que l'Institut Algérien du Pétrole (IAP), l'Institut Algérien des Mines (IAM) et l'Institut de Formation dans le Domaine de l'Electricité et Gaz (IFEG). « Plusieurs accords ont également été conclus avec des entreprises œuvrant dans

les domaines de la numérisation, de l'intelligence artificielle et de la production de connaissances et de nouvelles technologies dans le cadre de l'accompagnement et de la promotion des entreprises émergentes», note-t-il. Le ministre a également souligné la nécessité de créer des opportunités de la sous-traitance au profit de sociétés et PME algériennes, qu'elles soient publiques ou privées, créatrices de richesse et à même de répondre aux demandes des entreprises du secteur en biens et services, permettant ainsi la création d'opportunités d'emplois permanents pour ces dernières, et ce, dans le cadre de l'appui à la politique nationale d'intégration pour la fabrication des équipements et pièces de rechange nécessaires aux activités du secteur énergétique et minier. Arkab a, enfin, souligné l'engagement des institutions publiques affiliées au secteur de l'énergie et des mines. Prendre toutes les mesures et procédures nécessaires pour soutenir et promouvoir la politique nationale de l'emploi.

ORGANISME NATIONAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE DES TRAVAUX PUBLICS
Installation d'un nouveau DG

Le nouveau Directeur général de l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP), Omar Kadri, a été installé, dimanche à Alger, dans ses nouvelles fonctions en remplacement de M. Abdelhalim Foul, appelé à d'autres fonctions, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. La cérémonie d'installation qui s'est déroulée au siège de l'organisme, a été présidée par le ministre du secteur, Lakhdar Rekhrroukh, en présence des cadres centraux du ministère. En marge de cette cérémonie, le ministre a inspecté les capacités de cet organisme, placé sous tutelle du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, où il a suivi un exposé sur les activités dans lesquelles le CTTP se spécialise, selon la même source. Parmi les principales activités figurent l'étude et le suivi des travaux de réalisation des grands projets, notamment les routes, les ouvrages d'art des aéroports et des ports, ainsi que les voies ferrées, en sus du contrôle de la stabilité et de la continuité de ces projets, afin de prévenir divers risques techniques pouvant être rencontrés pendant la phase de réalisation. M. Rekhrroukh s'est, également, enquis des laboratoires techniques, des équipements et des moyens utilisés en matière de contrôle technique des travaux publics, ainsi que du centre du réseau d'information.

INDONÉSIE
La croissance au 1er trimestre dopée par l'élection et les congés

La croissance économique en Indonésie s'est accélérée au premier trimestre 2024 à 5,11%, dopée par les dépenses liées aux récentes élections et aux fêtes religieuses, selon des données officielles publiées lundi. La croissance la plus forte sur les trois derniers trimestres, a atteint 5,11% au premier trimestre, contre 5,04% sur la même période de 2023. L'économie a été stimulée par les dépenses publiques en prévision de l'élection générale et présidentielle de février qui a vu la victoire de Prabowo Subianto et par les dépenses des ménages en préparation du mois sacré du ramadhan en avril, a expliqué Amalia Adininggar Widhyasanti, directrice par intérim de Statistique Indonésie. "La consommation des ménages reste la principale source de croissance en termes de dépenses", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse.

Dernière composition de DZAIRINDEX				
Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

EN VISITE DE TRAVAIL À KHENCHELA

Merad inspecte le périmètre agricole de Cosider Agrico

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Brahim Merad, a entamé, lundi, une visite de travail dans la wilaya de Khenchela par l'inspection du périmètre agricole de Kerkit-Sfiha (extrême sud de la commune de Babar) de « Cosider Agrico », une filiale du groupe public Cosider. Selon les explications fournies au ministre par les responsables de « Cosider Agrico », cet investissement s'inscrit en droite ligne de la politique des hautes autorités du pays visant à diversifier l'économie na-

tionale et à atteindre l'autosuffisance alimentaire. Le périmètre de « Kerkit-Sfiha », d'une superficie de 17.000 hectares, est destiné à produire des céréales, des fourrages et des légumineuses, ainsi qu'à l'élevage bovin et aquacole, notamment celui du tilapia. La visite de M. Merad dans la wilaya de Khenchela doit lui permettre de s'enquérir, in situ, de l'avancement d'un certain nombre de projets « vitaux et structurants » inscrits dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Teb-

boune, au profit de cette wilaya. Le ministre inspectera, au cours de sa visite, plusieurs projets dont celui de la gare ferroviaire de la commune d'El Hamma, la Maison de l'Intelligence artificielle, à l'Université Abbas-Laghrou, le dédoublement de la route reliant les communes de Babar et d'Ensigna, la voie de contournement de la ville de Khenchela et le site de réhabilitation, d'extension et de développement du Barrage Vert, dans la commune d'Ensigna, avant de conclure sa visite par une rencontre avec les représentants de la société civile.

PÊCHE ARTISANALE

Entrée en exploitation de deux madragues pour la pêche des thonidés vers la mi-mai à Oran

Deux madragues, installées au niveau de la côte de Kristel, à l'Est d'Oran, pour la pêche des poissons migrants, les thonidés notamment, entreront en exploitation, vers la mi-mai en cours, a indiqué à l'APS le directeur local de la Pêche et de l'Aquaculture, Sandid Maghni Menouar. La commission de wilaya pour l'attribution des concessions pour l'exploitation des ressources biologiques marines à Oran avait validé, à la fin de l'année 2023,

deux projets pour l'installation de madragues pour la pêche de thonidés, comme la Pacorette, la Bonite, le Thon et la Thoninika, qui entreront en exploitation, incessamment, a-t-il expliqué. Ces madragues seront implantées dans des zones stratégiques connues pour être des passages de poissons migrants, chaque année à Kristel, a-t-il précisé, ajoutant que pas moins de 300 tonnes de poissons migrants passent, chaque année, par ces zones et échappent aux filets

des pêcheurs. L'installation de ces deux madragues promet une abondance de thonidés, au cours de cette saison, qui débute au mois de mai et s'achève vers le mois de septembre, a-t-il souligné, notant qu'Oran est la première wilaya côtière qui tente cette expérience, pourtant connues depuis des millénaires. Les concessions ont été attribuées, pour une durée de six ans renouvelables, à deux fins connaisseurs de cette technique, exercée jusque-là à petite

échelle à Kristel. Les madragues sont en mesure de générer au moins une vingtaine de postes d'emploi directs et une dizaine d'emplois indirects, a indiqué M. Benkouider Sahraoui, directeur d'un bureau d'études, qui réalise des études de faisabilité des projets de pêche et d'aquaculture, soulignant que ce projet de pêche artisanale participe à l'approvisionnement du marché local par des produits halieutiques de bonne qualité.

POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES DIABÉTIQUES

Les Laboratoires SALEM lancent deux nouveaux dispositifs médicaux

Les Laboratoires SALEM ont organisé, hier à Alger, un symposium intitulé « Le diabète sous un nouveau jour », dédié à la formation de plus de 220 médecins spécialistes en endocrino-diabétologie, médecine interne, en pédiatrie et médecins généralistes optiondiabétologie, venus des différentes wilayas du pays. Engagés à introduire des technologies de pointe en Algérie, les Laboratoires SALEM ont présenté deux nouveaux dispositifs médicaux : Le CGM « SIBIONICS® » et la nano pompe à insulineMedtrumTouch-Care®, deux solutions innovantes pour contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de diabète. Cet événement scientifique a été animé par le Pr. Rachid MALEK, chef de service de médecine interne au CHU de Sétif, Président de la Société algérienne de médecine interne (SAMI);le Pr. Nassim NOURI, chef de service d'endocrinologie et maladies métaboliques au CHU Ben Badis de Constantine; le Pr. Housseem BAGHOUS, spécia-

liste en endocrinologie et maladies métaboliques au service de diabétologie au CHU Mustapha Bacha ; le Pr.Amar TEBAIBIA, chef de service de médecine interne à l'EPH Birtraria, président de la

Société Algérienne d'Obésité et des Maladies Métaboliques (SAOMM) ainsi que le Pr. Bogdan NICOLESCU-CATARGI, service de maladies métaboliques (CHU Bordeaux).

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 06 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 mai 2024

Prix du détail¹		أسعار التجزئة²			المنتجات
Produits	DA / Kg	متوسط	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	85	96	74	البطاطا
	Tomate	76	86	65	الطماطم
	Oignon sec	105	114	96	البصل الجاف
	Ail sec	449	519	379	الثوم الجاف
	Carotte	74	83	65	الجزر
	Navet	91	101	81	لفت
	Petit pois	225	245	206	الجبنة
	Fève verte	93	104	82	الفلول الأخضر
	Courgette	106	117	95	الكوسة
	Haricot vert	321	347	295	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	98	109	87	الخس
	Pomme locale	470	584	357	التفاح المحلي
	Datte	550	683	417	التمر
	Orange	180	223	138	البرتقال
	Citron	157	176	137	الليمون
Produits d'origine animale	Banane	397	409	384	الموز
	Viande bovine locale	1670	1780	1560	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	415	427	403	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	88	حليب البقر (لتر)

SALON BATIMATEC

L’industrie des matériaux de construction en force

Le salon Batimatec est un rendez-vous incontournable pour les professionnels du bâtiment et une occasion pour présenter fabricants d’exposer leurs innovations et les nouvelles gammes de produits. Dans sa 26^{ème} édition, le salon a enregistré une participation record de pas moins de 900 exposants, dont 600 algériens et 200 autres étrangers de 14 pays, affirmé hier, Raouf Stiti, DG de Batimatec Expo, en constant une forte présence de l’industrie des matériaux de construction.

Par Z R.

Ceci prouve, dira-t-il, que le tissu industriel est en nette expansion dans notre pays. D’ailleurs, les capacités de production installées dépassent de loin les besoins du marché local et des excédents sont enregistrés dans plusieurs filières, notamment en ciment, acier, la céramique et autres. S’agissant du ciment, l’intervenant a fait savoir que ce dernier est le matériau le plus important à l’export. Selon les chiffres avancés par le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni, les exportations algériennes de ciment ont continué à augmenter pour atteindre les 747 millions USD en 2023. Un chiffre qui traduisait la dynamique que connaît le secteur des matériaux de construction en Algérie ces dernières années.

747 millions de dollars d’exportation de ciment en 2023

Les exportations algériennes de ciment ne dépassaient pas 60 millions USD en 2019, avant d’atteindre 747 millions USD en 2023, grâce à l’augmentation des capacités de production nationales de cette matière stratégique. Zitouni a fait savoir, dans une déclaration à la presse en marge de l’inauguration du salon Batimatec, que les capacités de production nationale des 18 cimenteries existant en Algérie ont atteint 39 millions de tonnes en 2022, mais ces capacités dépassent de loin les besoins du marché local, esti-

més à 21 millions de tonnes. L’Algérie est le deuxième exportateur mondial de clinker (produit utilisé dans la fabrication du ciment) après le Vietnam, avec une valeur totale estimée à 438,48 millions USD, a indiqué le ministre qui a souligné la nécessité de «passer de l’exportation du clinker en tant que matière première à l’exportation du ciment et à l’augmentation de la valeur ajoutée». Parmi les principaux pays importateurs de clinker, M. Zitouni a cité la France (172 millions USD), l’Italie (113 millions USD) et la Belgique (89 millions USD). Le ministre, qui s’exprimait avant-hier en marge du salon, a salué, dans ce sens, les efforts des acteurs dans le secteur du ciment qui œuvrent à rendre les chaînes de production conformes aux normes environnementales, de manière à ce que les usines nationales «évitent les taxes appliquées sur les émissions de carbone afin de préserver leurs marchés et leur part dans le monde», et ce, dans le cadre de la production du «ciment vert», qui peut réduire les émissions de carbone de 40 à 50%. L’augmentation des exportations dans le secteur du ciment reflète la dynamique que connaît le secteur national des matériaux de construction en général, depuis la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en 2020, d’interdire l’importation de matériaux produits localement. Il a mis en avant, dans ce cadre, la qualité «élevée et la grande concurrence» des produits algériens, en particulier le carrelage, le ciment, la céramique, le rond à béton, les matériaux de revêtement et les décorations en plâtre, ce qui exige davantage

d’efforts pour profiter de ce marché mondial prometteur. Dans l’ensemble, l’Algérie a exporté des matériaux de construction d’une valeur de 1,2 mds USD vers différents pays du monde en 2023, selon les chiffres avancés par le ministre, qui a rappelé que l’Algérie était autrefois un pays importateur de matériaux de construction de toutes sortes. Selon le ministre, l’Algérie occupe la troisième place en tant que principal exportateur de matériaux de construction vers le marché africain, avec des exportations estimées à 680 millions USD. En parelle de ces deux matériaux, d’autres produits comme la céramique peuvent rapporter de la valeur ajoutée à l’économie nationale. Avec des capacités de production très importante et une qualité aux standards mondiaux, «nos céramistes arrivent aujourd’hui à maîtriser la technologie et travaillent beaucoup avec des partenaires étrangers sur le design et font en sorte que les modèles qu’ils mettent sur le marché peuvent être exportés pas uniquement vers l’Afrique mais aussi vers l’UE et les marchés de moyens Orient», a indiqué également notre intervenant. Outre la céramique, il y a également d’autres filières, à l’instar de la peinture et produits de décoration et revêtement muraux, qui peuvent contribuer à l’augmentation des exportations. Le secteur des services et prestations est un autre domaine à valoriser. Selon le même responsable, nos entreprises publiques et privées ont un capital d’expérience très important, à l’instar du groupe Cosider, en mesure d’aller sur des marchés à l’étranger et faire de réalisations.

EN INSTALLANT DES PANNEAUX SOLAIRES SUR SON SITE DE PRODUCTION

Holcim El-Djazair poursuit sa quête d’excellence environnementale

Holcim El-Djazair, leader national dans les solutions de construction innovantes et durables, franchit une étape décisive vers une production respectueuse de l’environnement en annonçant l’installation de panneaux solaires sur son site de production de sacs en papier kraft. Cette initiative audacieuse, faisant partie intégrante de la stratégie 2025 du Groupe Holcim, illustre l’engagement résolu de l’entreprise en faveur de la durabilité environnementale. Ce projet s’inscrit dans le cadre de l’objectif HSEIP (Hygiène, Sécurité, Environnement,

Innovation, Performance) de Holcim El-Djazair visant à réduire à zéro les émissions de CO2. En optant pour une électricité décarbonée et en améliorant l’efficacité énergétique, conformément à la Révolution Solaire prônée au niveau national. L’installation d’une ombrière solaire d’une superficie de 1.400 m², placée stratégiquement au niveau du parking, permet à l’usine de couvrir 50% de ses besoins énergétiques grâce à l’énergie solaire, réduisant ainsi ses émissions de CO2 de 50%, soit une diminution significative de 240 tonnes par an. Un investissement

substantiel de 51 Millions DZD, Holcim El-Djazair réaffirme son engagement envers la transition énergétique en dotant ses installations industrielles d’une source d’énergie renouvelable. Le site de production, situé à Bordj Bou Arreridj, est désormais équipé de 552 panneaux photovoltaïques de pointe, fournissant 100% de ses besoins électriques durant la journée. Cette transition sera suivie d’une électrification progressive des engins de manutention et de transport, réduisant ainsi l’empreinte carbone globale de l’entreprise. En alignement avec les objectifs na-

tionaux en matière d’économie d’énergie, chaque pas vers la réduction des émissions de gaz à effet de serre renforce l’économie nationale en libérant des ressources supplémentaires pour l’exportation. Holcim El-Djazair est fière de s’engager dans des actions concrètes visant à réduire son empreinte environnementale, tout en servant de modèle pour l’industrie cimentière. Cette initiative incarne l’esprit d’innovation et l’engagement indéfectible de Holcim El-Djazair envers la durabilité environnementale.

R E.

ORAN

Ouverture du salon du commerce électronique et de l’économie numérique

Le salon du commerce électronique et de l’économie numérique s’est ouvert lundi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d’Oran, avec la participation de 54 exposants, représentant des sociétés nationales et des start-up. Cette manifestation, placée sous le patronage du ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, est lancée comme première édition régionale du salon "Excel Expo", organisé chaque année à Alger, qui est un événement important du genre en Afrique, drainant plus de 40.000 vi-

siteurs, a souligné Chemseddine Habhoub, gérant de l’entreprise "Global Expansion Company", initiatrice de cet événement. Ce salon, qui s’étale sur trois jours, regroupe 54 opérateurs dans le domaine du commerce électronique et des producteurs de services électroniques, des sociétés désirant la numérisation de leurs services commerciaux, ainsi que des instances publiques. Quelque 8.000 visiteurs sont attendus à ce salon, à travers leurs inscriptions sur la plateforme numérique de la manifestation. Un riche programme d’animation et de formation a été

élaboré pour créer le plus grand nombre d’opportunités aux participants désirant bénéficier des performances des conférenciers, échanger des expériences avec les visiteurs de l’exposition dans des domaines numériques et entrepreneuriaux, à l’instar du commerce électronique, du e-marketing et de la numérisation des systèmes, entre autres. Azzedine Harik, directeur de l’Information et de la Communication de l’entreprise Algérie Télécom, qui participe à ce salon, a souligné que ce dernier constitue une occasion pour présenter des offres et services numé-

riques dispensés par l’entreprise via ses agences commerciales, qui contribuent à faciliter le travail des startups opérant dans le domaine des services numériques et du e-commerce". Il a ajouté qu’"Algérie Télécom œuvre à travers son infrastructure de base, à sa modernisation, en permanence, pour améliorer les services de télécommunications, notamment le raccordement au réseau internet, comme moyen principal du travail des entreprises activant dans le domaine du commerce électronique et des services numériques.

R E.

POUR LA COMMERCIALISATION DE SES PRODUITS EN MAURITANIE

Holding ACS signe un mémorandum d’entente avec une société mauritanienne

Un Mémorandum d’entente a été signé, lundi à Nouakchott, entre la société Holding ACS (Algeria Chemical Specialities) et une société mauritanienne en vue de commercialiser les produits du groupe algérien en Mauritanie, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. La cérémonie de signature s’est déroulée au siège du showroom permanent de la société "Tasdir", filiale de la Société algérienne des foires et des exportations (SA-FEX), en marge de la Foire des produits algériens à Nouakchott, ouverte jeudi, ajoute la même source. Cet accord porte sur la représentation économique et la distribution des produits des filiales de l’ACS, notamment des produits de peinture et parapharmaceutiques, le matériel médical ainsi que les emballages et les produits en verre, selon le communiqué. Il s’agit du huitième accord conclu après les mémorandums d’entente signés, samedi, entre des opérateurs économiques algériens et leurs homologues mauritaniens, concernant essentiellement les domaines de la coopération, de l’exportation et de la représentation commerciale dans plusieurs secteurs notamment l’agroalimentaire, la porcelaine et la céramique, le mobilier de bureau, les portes intérieures et extérieures et les fenêtres, l’industrie pharmaceutique et les gants médicaux, la vaisselle, les meubles métalliques, les bâtiments métalliques préfabriqués ainsi que les armoires métalliques et les baguettes à souder. Les activités de la Foire des produits algériens à Nouakchott se poursuivent pour la cinquième journée consécutive, indique le ministère, soulignant que les stands de la Foire connaissent "un grand engouement" auprès des opérateurs économiques mauritaniens et les familles mauritaniennes venues nombreuses pour découvrir et acheter les produits algériens. La sixième édition de la Foire des produits algériens à Nouakchott se déroule jusqu’à mardi, avec la participation de 183 exposants de différents secteurs économiques algériens, précise le ministère.

CÂBLES ÉLECTRIQUES
SOUTERRAINS À
ANNABA

L'installation
achevée dans
seize zones

La direction de distribution de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) d'Annaba annonce avoir achevé à 100 % l'installation de câbles souterrains dans seize zones sur les 22 retenues de la ville. Cette innovation entrera très prochainement en service, conformément aux programmes de rénovation du réseau d'alimentation en énergie électrique de la ville. Cette opération, d'un coût de 310 millions de dinars, vise à éliminer les coupures intempestives et les désagréments pour les usagers de la ville. La direction informe également ses clients de la wilaya d'Annaba de la mise en service de nouveaux équipements en énergie électrique de moyenne tension de dix kilovolts, raccordés au central de 30/60 kilovolts du port d'Annaba, alimentant le centre-ville ainsi que l'entreprise portuaire. Les câbles obsolètes, dont le rendement n'était plus opérationnel, ont été remplacés afin de répondre aux attentes des clients de la société, face à une demande croissante due à la prolifération des appareils électroménagers et au raccordement de nouveaux usagers. Ces travaux visent à renforcer le réseau électrique souterrain, en tenant compte des différents problèmes ayant entraîné des coupures, notamment à l'approche de la saison estivale. Signalons, enfin, que Sonelgaz appelle ses clients à faire preuve d'aide et de compréhension en attendant la fin de tous les travaux, qui ne tarderont pas à être achevés dans les meilleurs délais.

TRI SÉLECTIF À ORAN

Une feuille de route
en trois étapes

Une feuille de route a été élaborée à Oran pour la promotion du tri sélectif, selon les explications de la directrice de l'environnement de la wilaya d'Oran Boucif Nawel.

La première phase concerne les établissements scolaires. La deuxième phase vise les établissements hôteliers, avec pour objectif de les inciter à mettre en place le tri sélectif à l'intérieur de leurs établissements. Vingt-sept établissements hôteliers sont concernés, et une commission mixte a été mise en place à cet effet. Une campagne de sensibilisation a été menée auprès des gestionnaires de ces établissements pour les encourager à adopter le tri sélectif, étant donné que ces établissements génèrent une quantité importante de déchets, « Ces établissements hôteliers peuvent selon la loi 01-19 prévoir une entreprise privée pour signer une convention, ou bien le CET qui peut prendre en charge ces déchets valorisables, notamment du

PET et du verre » dira la directrice de l'environnement. La dernière phase concerne les établissements publics et les administrations ainsi que les centres de jeunes. À cela s'ajoute que durant la saison estivale, la wilaya d'Oran enregistre la venue d'un nombre importants de touristes et d'estivants, ce qui peut également contribuer à l'augmentation de ces déchets valorisables. Le tri sélectif est un geste simple mais essentiel pour préserver notre environnement et assurer un avenir plus durable pour les générations futures. En effet, en séparant nos déchets selon leur nature, nous permettons leur recyclage et leur réutilisation, réduisant ainsi notre empreinte écologique et préservant

les ressources naturelles de notre planète. L'importance du tri sélectif réside dans plusieurs aspects cruciaux. En recyclant les matériaux comme le papier, le verre, le plastique et le métal, nous réduisons la demande en matières premières et préservons ainsi les ressources naturelles de notre planète. Le tri sélectif permet de réduire la quantité de déchets envoyés en décharge ou incinérés, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement et à la lutte contre la pollution. Le recyclage des matériaux demande moins d'énergie que la production de nouveaux matériaux à partir de matières premières vierges.

Les opérations de prévention des incendies avancent
à une cadence accélérée

Les opérations lancées dans le cadre du programme de prévention des incendies de forêts au niveau des sites boisés de la wilaya d'Oran « avancent à une cadence accélérée », afin de concrétiser le programme des campagnes de prévention et de lutte contre les feux de forêts tracé pour l'année 2024, a-t-on appris de la Conservation des forêts. « La Conservation des forêts de la wilaya d'Oran enregistre, en effet, une avancée notable dans la concrétisation de ce programme qui sera opérationnel avant le lancement effectif de la campagne de prévention et de lutte contre ce

fléau », a déclaré à l'APS Saâd llyes, responsable de la communication et de l'information de cette structure. Les travaux, lancés depuis plus de trois mois, portent sur le débroussaillage d'une superficie de 270 hectares, l'ouverture de tranchées pare-feux sur une superficie de 30 hectares et l'aménagement de pistes sur 47 hectares, ainsi que l'ouverture d'autres sur une longueur de 29 kilomètres, a ajouté le même responsable. Le programme, initié au titre de l'exercice 2023-2024 est mis en œuvre en coordination avec divers organismes et secteurs, à l'instar de la

direction des Services agricoles (DSA), des communes, la Sonelgaz et la direction des Travaux publics (DTP), signale-t-on. Le responsable de la communication et de l'information de la Conservation des forêts a, d'autre part, fait savoir que le programme est marqué par la mise en place de 11 postes de vigie, la mobilisation de 6 brigades mobiles pour assurer les premières interventions en cas de départs de feux, 8 autres brigades de liaison et de surveillance, dont la mission est de sillonner le domaine sylvicole de la wilaya afin de signaler et de prévenir les risques d'incendies. S'agissant du

volet sensibilisation, la Conservation des forêts a organisé, jeudi dernier, en coordination avec les différents partenaires et acteurs impliqués dans la concrétisation de ce programme, une campagne de sensibilisation au niveau de la ferme pédagogique « Le Petit Ecolo », sise à Canastel, sachant que les actions inscrites dans le cadre de cette campagne se poursuivront jusqu'au 31 octobre prochain, date officielle de la clôture dudit programme. Il est à signaler que le domaine forestier de la wilaya d'Oran s'étend sur 41.258 hectares, localisés à hauteur de 85 % le long de la bande côtière.

IFERHOUNENE (TIZI-OUZOU)

Financement de plusieurs projets de développement local

Plusieurs enveloppes financières destinées à divers projets de développement local ont été accordées par le chef de l'exécutif local au profit de certains villages de la daïra d'Iferhounene, au Sud-est de Tizi-Ouzou. En visite dans cette

daïra, le wali Djilali Doumi a procédé à l'inauguration de deux structures sportives de proximité et octroyé des enveloppes financières pour d'autres projets d'AEP, d'assainissement et de revêtement de routes, au niveau des deux communes d'Iferhounene

et d'Illitene. Au village Tifilkout, dans la commune d'Illitene, il a octroyé 10 millions DA pour l'alimentation du village en eau potable et promis un accompagnement du Festival national du théâtre «Boubkeur Makhoukh», organisé annuellement par l'associa-

tion culturelle de ce village. M. Doumi qui a rencontré les autorités locales et la société civile, associations et comités de villages, de la daïra a souligné la nécessité de l'implication de la société civile dans les actions et efforts de développement

local, en rappelant les orientations, dans ce sens, du président de la République. «Le développement local doit se faire de manière participative en impliquant la société civile qui est un élément de base de tout projet», a-t-il dit.

BAB EL KANTARA (CONSTANTINE)

Rénovations Sous Le Pont

Les travaux de rénovation sous le pont El Kantara ont été lancés conformément aux instructions du wali et suite aux demandes de certains citoyens et visiteurs de la ville de Constantine. La daïra de Constantine a annoncé, dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook, que des travaux ont été entrepris pour aménager des passages sous le pont de Bab El Kantra. Cette initiative vise à promouvoir le tourisme et à permettre aux visiteurs de découvrir plus facilement les richesses de la ville historique de Constantine. Les aménagements prévus sous ce pont

emblématique de la capitale de l'est algérien faciliteront la circulation des piétons et offriront de nouveaux points de vue sur les merveilles architecturales de la ville aux ponts suspendus. Selon les autorités locales, ces travaux s'inscrivent dans une stratégie globale de valorisation du patrimoine constantinois et de développement des infrastructures touristiques. Constantine, renommée pour son riche passé millénaire, aspire à attirer davantage de visiteurs nationaux et internationaux. La fin des travaux est prévue dans les prochaines semaines, permettant ainsi aux touristes de profiter pleine-

ment de ce nouveau circuit de visite dès la prochaine saison estivale.

À fond l'aménagement !

Par ailleurs, ces derniers jours, les habitants de Constantine ont observé des travaux d'éclairage et d'installation de barrières le long des escaliers dans le jardin de Sousse et sous le pont de Bab El Kantara. Interrogés à ce sujet, les responsables de ces travaux ont expliqué qu'ils étaient menés conformément aux instructions du wali afin d'assurer la sécurité et le confort dans ces endroits. Ils ont également précisé que cette ini-

tiative s'inscrit dans le cadre des efforts d'embellissement et de rénovation des stations d'autobus et de tramway dans la zone urbaine de la ville. Une opération d'aménagement urbain est également en cours dans tous les quartiers de la ville d'Ouled Rahmoune. La première phase de cette initiative vient de s'achever dans la cité Redouane, située au centre d'Ouled Rahmoune. Parallèlement, des travaux visant à revoir l'aménagement des sites du cimetière local sont en cours. Les autorités communales ont précisé que ces opérations sont financées par le budget de la wilaya.

JUSTICE FISCALE

Les milliardaires détestent qu'on les taxe

En 2023, les milliardaires du monde entier valaient collectivement 12 700 milliards de dollars. Pour avoir une idée de l'échelle, cela représente environ la moitié du PIB des États-Unis en 2023, qui s'élevait à 23 400 milliards de dollars. Comme l'indique Oxfam, entre 2020 et 2022, les 1 % les plus riches de la planète ont accumulé près de deux fois plus de richesses que le reste du monde réuni. L'organisation a également constaté que le milliardaire moyen parvient à payer un taux d'imposition inférieur à celui des travailleurs dont il tire sa richesse.



David Moscrop (*)

La richesse des ultrariches contraste fortement avec les personnes qui, dans le monde entier, luttent pour joindre les deux bouts. Les gens sont confrontés à la baisse de leur pouvoir d'achat et à un appauvrissement général, ce qui les pousse au bord du gouffre. Cette situation est évidente aux États-Unis et au Canada, où les crises immobilières et les prix élevés des denrées de base ont fait de la survie au quotidien un combat difficile. Les taux d'intérêt restent élevés et la menace d'une récession plane sur la tête des travailleurs.

Une taxe mondiale sur les milliardaires

En réponse à la richesse croissante et obscène des ultrariches, le Brésil est le fer de lance d'une campagne visant à instaurer un impôt mondial sur la fortune des milliardaires. Comme le rapporte le New York Times, le pays, qui assure actuellement la présidence tournante du G20, « a embrassé la cause avec ferveur ». En effet, le Brésil de Lula se préoccupe depuis un certain temps de la question des milliardaires et remporte des victoires en taxant ses ultra-riches nationaux sur leurs investissements offshore. Aujourd'hui, il est en faveur d'un accord international qui imposerait cette taxe à l'échelle mondiale. Cette mesure limiterait la capacité des plus riches de la planète à dissimuler leur fortune dans des paradis fiscaux et à éviter de remplir leurs obligations fiscales. Chaque année, ces paradis licites et illícites, utilisés par les grandes fortunes pour éviter de payer leur juste part de l'impôt, font perdre des milliards de dol-

lars de recettes. Le rapport 2024 sur l'évasion fiscale dans le monde de l'Observatoire fiscal de l'UE a révélé que la richesse offshore équivalait à environ 12 % du PIB mondial en 2022. L'échange d'informations bancaires a fait baisser le pourcentage de la richesse offshore non imposée, qui est passé d'environ 10 % du PIB avant les changements à un peu plus de 3 % aujourd'hui. Malgré ces améliorations, les plus riches d'entre nous ne paient toujours rien, ou presque, sur leurs énormes avoirs. L'observatoire réclame un impôt mondial minimum sur la fortune de 2 % pour les milliardaires. Selon le groupe, cette mesure permettrait de collecter près de 250 milliards de dollars, soit à peu près l'équivalent du PIB du Portugal, auprès de moins de trois mille contributeurs. Le rapport ajoute : « Un impôt minimum mondial renforcé sur les sociétés multinationales, sans échappatoire, permettrait de collecter 250 milliards de dollars supplémentaires par an. » Il note que les fonds cumulés que ces deux mesures permettraient de lever sont équivalents à ce dont les pays en développement ont besoin pour gérer les effets du changement climatique – effets auxquels ils sont confrontés de manière disproportionnée grâce aux actions, passées et présentes, des États riches.

Ce n'est pas la panacée, mais c'est mieux que rien

La France est d'accord avec cette idée et pousse l'Europe à la soutenir. Au printemps dernier, l'administration Biden a proposé un impôt sur le revenu minimum des milliardaires qui « garantirait que les Américains les plus riches paient un taux d'imposition d'au moins 20 % sur

l'ensemble de leurs revenus, y compris les plus-values non réalisées. » Pour enfoncer le clou, la Maison-Blanche s'est assurée que tout le monde savait qu'il ne s'agissait pas de punir les ultrariches pour leur réussite, mais plutôt : « S'assurer que les Américains les plus riches ne paient plus un taux d'imposition inférieur à celui des enseignants et des pompiers. » Les ultrariches ont réagi à la proposition de Biden comme on pouvait s'y attendre, la décrivant, la raillant et la déclarant mort-née. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il sera difficile pour Biden de faire adopter la mesure et de la protéger contre une inévitable contestation judiciaire qui pourrait aboutir devant la Cour suprême, dominée par les Républicains. L'impôt sur la fortune n'est pas une panacée. Il ne démantèlera pas la structure qui produit des milliardaires et laissera les travailleurs lutter pour se nourrir. Il ne financerà pas une utopie socialiste, ni même une norme mondiale pour les États-providence. En outre, tout système international qui permettrait d'imposer un impôt minimum aux plus riches devrait être, en fait, assez solide. Si les riches sont bons à quelque chose, c'est à cacher leur richesse et à minimiser leur charge fiscale d'une manière ou d'une autre. Les Panama Papers l'ont certainement confirmé, s'il y avait jamais eu le moindre doute. Un impôt de 2 % serait dérisoire. Bien sûr, dans un monde un tant soit peu juste, ce petit chiffre n'aurait aucune importance, car il n'y aurait pas besoin de taxes en premier lieu. En effet, il n'y aurait pas de catégorie de milliardaires, pas de classe de détenteurs de richesses jouissant du capital et du pouvoir de façonner les affaires dans leur intérêt, tandis que le plus grand nombre lutterait pour joindre

les deux bouts et pour s'exprimer et se faire entendre dans la vie publique. Mais ce travail s'inscrit dans un projet à plus long terme, alors qu'aujourd'hui, ici et maintenant, nous bénéficions d'une chance supplémentaire d'obtenir un résultat prosocial. Malgré les limites d'un impôt mondial sur la fortune, il y a des vertus qui font que l'entreprise en vaut la peine. Tout d'abord, l'extraction de centaines de milliards de dollars signifie que les États disposent de plus d'argent pour lutter contre le changement climatique, financer des programmes sociaux, construire des infrastructures, etc. Plus d'argent pour des projets collectifs d'importance sociale, c'est plus d'argent pour des causes bonnes et nécessaires.

Le fer de lance de l'impôt sur les milliardaires

L'instauration d'un impôt sur la fortune des milliardaires à l'échelle internationale donnera également un élan à d'autres initiatives visant à corriger les déséquilibres financiers et de pouvoir à l'échelle nationale et internationale. L'impôt minimum mondial de l'OCDE sur les multinationales, qui fixe un taux d'imposition minimum de 15 % pour les entreprises géantes et auquel 140 pays ont adhéré, est un exemple de la manière dont une telle dynamique fonctionne. C'est la preuve qu'un impôt transfrontalier sur les milliardaires est à la fois bienvenu et réalisable, aussi difficile que soit la lutte pour l'obtenir. La mise en œuvre réussie d'un impôt sur les milliardaires indiquerait un changement de pouvoir modeste mais notable, une affirmation que le plus grand nombre – et les États qui sont ostensiblement censés les représenter – conservent effectivement un certain contrôle sur les quelques puissants qui exercent une influence disproportionnée sur les affaires sociales, politiques et économiques dans leur pays et dans le monde entier. Le travail pour rééquilibrer les pouvoirs et inciter les ultrariches à contribuer à un niveau juste s'apparente au travail politique tel que le concevait le sociologue Max Weber, c'est-à-dire « un effort tenace et énergique pour tarauder des planches de bois dur », ce qui nécessite « tout à la fois de la passion et de la perspective ». Un impôt minimum sur la fortune frappant les milliardaires du monde entier représenterait un progrès dans le taraudage d'une solide planche, même si cela ne nous ferait pas d'emblée atteindre le but final.

(*) *Ecrivain et commentateur politique.*

Source : Jacobin, David Moscrop, 08-03-2024

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

OMAN

Le budget 2024 dévoilé

Le ministère des Finances a dévoilé le budget 2024 pour le Sultanat d'Oman. Si les autorités omanaises s'attendent à une hausse de 9,5% (11 M OMR soit 28,6M USD) de leurs revenus par rapport à leur prévision en 2023, ces derniers estiment que les dépenses augmenteraient quant à elle de 2,6% en glissement annuel, soit 11,6 M OMR. L'hypothèse omanaise a été formulée sur la base d'un prix du baril omanais à 60 USD (78 USD au 11 janvier) et d'une production journalière de 1,031 M barils, soit une baisse de -12,2% en g.a. Les Omanais prévoient d'ailleurs un déficit de leur finance publique atteignant 640 M OMR. Premier pays de la zone CCG à l'initier, le Sultanat d'Oman, via le ministère des Finances, a publié un document de cadrage pour la mise en place de mesures de finance durable. Ce document constitue un instrument important pour la réalisation de ses objectifs stratégiques nationaux et internationaux (ODD ONU, CDN COP, etc.). Les autorités omanaises prévoient de développer divers outils financiers (obligations, prêts et Sukuk verts) afin de financer des projets « verts » au Sultanat. Le conseil des ministres a adopté la « Politique nationale du contenu local (2024-2030) ». Cette politique vise à promouvoir l'économie locale sur au moins quatre axes : i) consommation locale ; ii) localisation et investissement dans les industries ; iii) soutien aux PME et entrepreneurs et iv) création d'emploi. Dans le sillage, le conseil a validé un programme de fidélisation sur les produits locaux. Pour rappel, le secrétariat général du bureau des appels d'offres avait promulgué une nouvelle règle visant à obliger les entreprises, répondant aux appels d'offres, à proposer des mesures de contenu local. Si ces annonces peuvent augmenter la demande locale, à travers la consommation et l'investissement, et donc stimuler la croissance, leurs mises en œuvre risquent de compromettre l'attractivité de l'environnement des affaires omanais et la taille du marché omanais (objectif de réduction des importations).

OPÉRATEURS TÉLÉCOMS ÉGYPTIENS

Une amende de plus d'un demi-million de dollars au 1^{er} trimestre

Le régulateur télécoms égyptien met constamment la pression sur les opérateurs pour garantir des services de qualité aux consommateurs. En décembre 2023, Telecom Egypt a écopé d'une amende de 20 millions de livres égyptiennes pour une panne généralisée sur son infrastructure télécoms.

L'Autorité nationale de régulation des télécommunications de l'Égypte (NTRA) a annoncé, le mercredi 1er mai, avoir infligé des amendes d'un montant total de 33 millions de livres égyptiennes (environ 688 300 \$) aux opérateurs de téléphonie mobile au cours du premier trimestre 2024. Le régulateur explique avoir puni Vodafone, Orange, Etisalat et Telecom Egypt (WE) pour avoir enfreint les paramètres de qualité de service mobile au cours des trois premiers mois de l'année. Au premier trimestre 2024, Vodafone, Orange, Etisalat et Telecom Egypt ont

présenté respectivement 23, 27, 17 et 35 zones de qualité médiocre sur un total de 114 en ce qui concerne les services voix. Pour les services de data, Vodafone, Orange, Etisalat ont affiché respectivement 2, 2 et 3 zones de qualité médiocre. Telecom Egypt a fait un sans-faute. La pression constante que met la NTRA sur les opérateurs s'inscrit notamment dans le cadre de sa mission de « garantir la fourniture de services de télécommunications à toutes les régions du pays, y compris les régions économiques et de développement ainsi que les zones urbaines, rurales et isolées ». Depuis le 2e

semestre 2021, le régulateur a doublé le montant des amendes pour mauvaise qualité télécoms. En décembre 2023, Telecom Egypt s'est vu infliger une amende de 20 millions EGP pour une panne généralisée sur son infrastructure télécoms qui a entraîné l'indisponibilité des services voix et Internet le 5 décembre. Ces sanctions régulières infligées aux opérateurs télécoms égyptiens devraient les pousser à multiplier des investissements pour améliorer la couverture de leurs réseaux respectifs ainsi que la qualité des services fournis aux consommateurs.

ELEVAGE ET ALIMENTATION ANIMALE EN TUNISIE

Défis et perspectives de développement

Propagation de la cochenille dans les plantations de figue de Barbarie, manque et cherté des alimentations animales, rareté des ressources en eau, instabilité de la distribution des différents produits vétérinaires, problèmes structurels de la filière laitière, etc, telles sont les thématiques, et bien d'autres, qui ont été débattues lors de la 20e édition du Pamed, en présence de plus de 3.000 professionnels et des centaines de représentants des différents acteurs du secteur des productions animales et agricoles. Avec une participation record de plus de 310 exposants, la 20e édition du Salon méditerranéen des productions animales et de l'élevage (Pamed), organisé récemment, a enregistré la participation de plusieurs délégations internationales représentant plus de 17 pays, la Jordanie, la Chine, l'Espagne, la Belgique, le Canada, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Turquie, etc. Les différents ac-

teurs dont les professionnels, les grandes marques d'équipements et d'alimentations, les institutions et laboratoires de recherches, les décideurs du secteur public et du secteur privé, ainsi que des organisations et structures nationales et internationales des professionnels, et des start-up innovantes ont répondu présent à ce rendez-vous qui s'est frayé une place dans le calendrier international des salons du genre.

Importante participation africaine

Les sociétés exposantes, nationales et internationales ont profité du salon pour présenter leurs produits dont des nouveautés des grandes marques internationales, des équipements du secteur de l'élevage et de la production animale, des produits vétérinaires, de l'alimentation, des additifs alimentaires, des solutions technologiques en

matière de gestion de l'eau, de l'énergie, etc. C'est un salon qui attire les professionnels locaux et internationaux en premier lieu, souligne Hamdi Souissi, directeur du Pamed. « Ces professionnels y participent pour trouver des réponses et des solutions à toutes leurs doléances et besoins. Nous avons accueilli une grande délégation africaine qui a participé au séminaire de la Gipac avec des agronomes, éleveurs, consultants, vétérinaires, conseillers, chercheurs, et décideurs du privé et public. En outre et en collaboration avec la Confédération africaine de développement de l'aviculture, Cada, on a organisé un congrès sur les perspectives de développement agricole en Afrique ». La délégation africaine comprend des représentants de l'Algérie, le Maroc, le Sénégal, le Mali, la Guinée, le Burkina Faso, le Cameroun, le Bénin, la Côte d'Ivoire, etc.

QATAR

Commande de 6 navires de transport de gaz

Nakilat, la compagnie de transport maritime d'hydrocarbures du Qatar, passe commande auprès de l'entreprise coréenne Hyundai Samho Heavy Industries (HSHI) pour la construction de six navires : deux dédiés aux au transport de gaz naturel liquéfié (GNL) et quatre au transport de gaz de pétrole liquéfié (GPL). Les navires sont attendus en 2026 et 2027, ce qui portera la flotte de Nakilat à 71 navires GNL et huit navires GPL. La commande a été actée ce mardi 9 janvier, en présence des PDG des deux entreprises. Pour mémoire, en octobre

2023, QatarEnergy signait également un accord avec HSHI d'une valeur de 3,9 Md USD pour la construction de 17 méthaniers. Ces achats font partie d'un programme de construction de méthaniers portant au total sur 80-100 navires. Les Etats-Unis deviennent le premier fournisseur mondial de GNL en 2023, devant l'Australie et le Qatar. Les États-Unis ont exporté 91,2 millions de tonnes de GNL en 2023, un record pour le pays, selon les données recueillies par Bloomberg jusqu'au 31 décembre. Le Qatar, premier fournisseur de GNL en 2022, est relégué à la

3e place avec une contraction de 1,9% de ses exportations de GNL. L'Australie se classe deuxième, avec des exportations qui restent stables par rapport à 2022. 2024 devrait voir l'entrée en production de deux projets GNL aux États-Unis : l'installation de Plaquemines de Venture Global LNG en Louisiane et Golden Pass au Texas, une coentreprise entre Exxon Mobil et QatarEnergy. À pleine capacité, les deux projets résulteraient en 38 mtpa de GNL américain additionnels. Petronet LNG Ltd le plus grand acheteur indien de gaz naturel liquéfié, devrait renouveler son contrat d'approvi-

sionnement avec le Qatar d'ici la fin du mois de janvier, a déclaré un responsable indien mercredi. Le contrat de 25 ans entre Petronet et le Qatar, qui porte sur 7,5 millions de tonnes par an (mtpa) de GNL, doit être renouvelé cinq ans avant son expiration en 2028. Début février 2023, en marge de la conférence Indian Energy Week, le directeur général de Petronet, A.K. Singh, avait annoncé que la société chercherait à acquérir entre 0,75 et 1 mtpa de gaz naturel liquéfié (GNL) supplémentaire auprès du Qatar lors du renouvellement du contrat.

EN 2023

L’AES, meilleur client de la Côte d’Ivoire

Ensemble, ils permettent à la Côte d'Ivoire de générer son meilleur gain commercial de 2023. Cette marge n'impacte pas la balance des paiements car elle est générée dans la devise commune. Pourtant la première économie de l'UEMOA ne peut se permettre de perdre ses bons clients de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

Le Mali et le Burkina Faso, bien qu'étant respectivement le 3ème et le 6ème client individuel de la Côte d'Ivoire, se révèlent être collectivement son meilleur client sur le commerce des biens avec ses partenaires extérieurs. Ensemble, ils ont acheté pour 1444,6 milliards de produits ivoiriens en 2023, selon des données officielles consultées par l'Agence Ecofin. Cette position privilégiée de clients confirme leur place de choix dans les relations bilatérales et sous-régionales avec la Côte d'Ivoire, première économie d'Afrique de l'Ouest en termes de PIB. Contrairement aux principaux clients comme les Pays-Bas, la Suisse, le Vietnam et la Malaisie qui achètent essentiellement des matières premières brutes ivoiriennes à faible valeur ajoutée (cacao, huile de palme, hévéa, noix de cajou, etc.), les produits vendus au Mali et au Burkina Faso proviennent d'une chaîne de production beaucoup

plus large et diversifiée. Cette dynamique commerciale particulière avec ces deux voisins engendre un gain commercial plus important pour la Côte d'Ivoire, avec un excédent cumulé de 1429,51 milliards de FCFA en 2023, mieux que n'importe quel autre partenaire. Ces chiffres, peu connus du grand public, peuvent surprendre dans un contexte où, selon une opinion répandue, la France, pourtant seulement le 9ème client, contrôlerait ou dominerait le marché ivoirien à travers le verrou de la monnaie commune, le FCFA. L'analyse des données montre même une accélération du commerce entre la Côte d'Ivoire et ses partenaires maliens et burkinabè depuis 2019, avec un doublement des ventes passant de 705,5 milliards de FCFA à 1444,6 milliards en 2023. Cette dynamique confirme la résilience des corridors commerciaux historiques

reliant Abidjan à Bamako au Mali et Bobo-Dioulasso/Ouagadougou au Burkina Faso, malgré un contexte de divergence au sein de la sous-région. Cependant, il convient de rappeler que si cette position de clients privilégiés confère au Mali et au Burkina Faso un statut particulier, cela n'apporte que très peu de gains sur la balance des paiements de la Côte d'Ivoire, car dans ces trois pays, la monnaie commune utilisée est le FCFA. Une réalité qui devrait peser dans la balance, lorsque les dirigeants, notamment du Burkina Faso et du Mali, envisageront la direction qu'ils veulent prendre avec cette monnaie héritée de la colonisation et aujourd'hui dénoncée par une partie de l'opinion. Les enjeux sont aussi importants pour la Côte d'Ivoire qui peut voir son expansion économique ralentir dans le cas où elle perdait ces deux clients de marques.

EN RAISON DE DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Le Zimbabwe place sous administration judiciaire sa seule mine de nickel

Le Zimbabwe produit du nickel comme sous-produit sur ses mines de platine. Toutefois, le pays dispose aussi d'une mine produisant uniquement du nickel, en l'occurrence Trojan, opérée par Bindura Nickel. L'entreprise détenue majoritairement par l'État traverse des moments difficiles. Le projet Trojan, seule mine de nickel en activité au Zimbabwe (opérée par Bindura Nickel), appartenant en majorité au gouvernement, a été placé sous administration judiciaire cette semaine en raison de difficultés finan-

cières. Les prix bas du nickel et les retards causés par des problèmes techniques ont contribué à cette décision. La mise sous administration est un processus légal dans lequel une entreprise en difficulté financière est placée sous la gestion et le contrôle d'un administrateur nommé par un tribunal ou par une autorité compétente. L'administrateur est chargé de gérer les affaires de l'entreprise afin de maximiser ses chances de survie et de régler ses dettes. Dans le cas de Bindura Nickel, les difficultés ont

commencé il y a plusieurs mois dans un contexte de chute des prix du nickel, qui sont passés de plus de 100 000 dollars en 2022, à environ 19 000 dollars la tonne. Les opérations de sa mine Trojan ont été suspendues en septembre dernier après les dommages subis par son équipement de levage de minerai suite à un événement sismique. Cette suspension a entraîné une chute de la production pour l'exercice terminé en mars 2024 (1 314 tonnes contre 3 180 tonnes pour l'exercice précédent alors que la capacité de pro-

duction de la mine est de 5 500 tonnes). Si la société a indiqué avoir réglé le problème des équipements de levage de minerai, elle a indiqué qu'elle retarderait le redémarrage des opérations en raison des prix toujours bas du nickel et des coûts élevés des intrants tels que l'électricité. La négociation des actions de Bindura Nickel sur le Victoria Falls Stock Exchange (VFEX) a été suspendue vendredi 3 mai 2024, selon le quotidien local The Chronicle.

GADON

Les exportations de pétrole brut ont atteint 3 992,7 milliards FCFA

Le brut a représenté 67% des exportations globales du Gabon en 2023. L'économie du pays dépend fortement du secteur pétrolier. Classé 4ème producteur en Afrique subsaharienne, il abrite le 6ème plus grand gisement de pétrole prouvé sur le continent, avec environ 3,68 milliards de barils. Comptant pour 67% du total des ex-

portations du pays, les exportations gabonaises de pétrole brut ont atteint 3 992,7 milliards FCFA en 2023, en baisse de 4,7% par rapport aux 4 190,5 milliards FCFA de 2022. C'est ce que révèlent les rapports de la DGDDI (Direction générale des douanes et des droits indirects). La Chine reste le principal client du Gabon en 2023 pour le pétrole brut

précise Le Nouveau Gabon, bien que d'autres pays tels que la Malaisie, Trivial et Tobago, l'Australie et l'Italie figurent également parmi les destinations d'exportation. Malgré cette baisse des exportations, la production pétrolière du Gabon a augmenté au cours de la même période. En 2023, le pays a produit plus de 11,1 millions de tonnes de pétrole,

soit une hausse de 7,7% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est attribuée à la performance satisfaisante des champs pétroliers et au bon déroulement des opérations sans incidents majeurs. Pour 2024, les autorités gabonaises anticipent une augmentation des recettes pétrolières, suivie d'une baisse en 2025.

CÔTE D'IVOIRE

L'UE annonce un appui de plus de 10 millions \$ en faveur de la production agricole

En Côte d'Ivoire comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, les céréales constituent les principales denrées de base. A cette catégorie de denrée s'ajoutent les racines et les tubercules comme le manioc qui jouent également un rôle important dans l'alimentation des populations. En Côte d'Ivoire, l'Union européenne (UE) prévoit d'allouer 10 millions d'euros (10,7 millions \$) supplémentaires en soutien au Programme d'appui au secteur vivrier (PASVCI). C'est ce qu'a annoncé Massimo Scalorbi, chef-coopération de la délégation de l'UE en Côte d'Ivoire, le 2 mai. Ledit programme mis en œuvre depuis 2018, bénéficiait d'un financement initial de plus de 21 millions \$. Il a pour objectif de stimuler la production et la commercialisation de produits vivriers dans la nation éburnéenne. D'après Ramata Coulibaly, directrice des cultures vivrières et de la sécurité alimentaire au ministère de l'Agriculture, les interventions ciblent principalement le manioc et les filières maraîchères. « Il s'agit d'une part de promouvoir des filières maraîchères et manioc plus professionnelles, performantes, organisées et créatrices d'emplois et d'autre part, d'améliorer la performance de la gouvernance des filières vivrières au niveau institutionnel et des acteurs privés », explique la responsable. « L'enveloppe annoncée a été mobilisée par l'UE en faveur des pays partenaires les plus touchés par l'insécurité alimentaire ces dernières années. Cet appui s'inscrit également dans le cadre de la stratégie Global Gateway de l'UE qui vise, entre autres, le renforcement des filières agricoles durables dans les pays partenaires comme la Côte d'Ivoire », a déclaré pour sa part M. Scalorbi. En Côte d'Ivoire, le manioc est le deuxième tubercule cultivé après l'igname avec une production évaluée à près de 70 millions de tonnes en 2022, selon les données officielles. Dans le pays, les principales cultures maraîchères produites sont le gombo, l'aubergine et la tomate.

POINT-MARCHÉS

Wall Street attendue en progression, les derniers indicateurs rassurent

Wall Street est attendue en hausse lundi, soutenue par les derniers chiffres de l'emploi, tandis que les indices européens progressent à mi-séance après des indicateurs encourageants sur la dynamique économique du bloc.

Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street dans le vert, le Dow Jones progressant de 0,22%, tandis que le Standard & Poor's 500 prend 0,25% et le Nasdaq 0,22%. À Paris, le CAC 40 avance de 0,6% à 8 005,69 points vers 11h55 GMT. Le Dax à Francfort s'octroie 0,64%. Le FTSE à Londres est clos à l'occasion d'un jour férié. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 se hisse de 0,44%, contre 0,63% pour l'Euro-Stoxx 50 et 0,51% pour le Stoxx 600. Le rapport sur l'emploi américain publié vendredi a soulagé les investisseurs, les tensions sur les marchés du travail s'étant dissipées en avril. Les marchés européens saluent les indicateurs PMI définitifs publiés lundi, qui montrent que la dynamique de reprise en zone euro est un peu plus forte qu'annoncé initialement. Ainsi, l'activité des entreprises de la zone euro a progressé en avril à son rythme le plus rapide depuis près d'un an, grâce à une reprise vigoureuse dans le secteur des services. Par ailleurs, l'indicateur des prix à la production a progressé en ligne avec les attentes, rassurant sur la dynamique des prix dans le bloc, tandis que l'indice Sentix, qui mesure le sentiment des investisseurs, signale une amélioration des perspectives. La semaine sera pauvre en données, et les marchés se concentreront avant tout sur la décision de la Banque d'Angleterre, attendue jeudi, ainsi que sur les dernières publications de résultats. Les chiffres de Siemens, Bouygues, ou UBS, sont notamment attendus les prochains jours. "Au cours des prochaines semaines, passées les publications trimestrielles, les marchés actions devraient évoluer au gré des données macroéconomiques (...). Dans cette phase, si une légère reprise semble effectivement prendre corps, elle apparaît fragile dans un environnement encore très incertain", explique Gilles Guibout, responsable des actions européennes chez AXA IM.

"Avec une valorisation proche des niveaux moyens de long terme, il nous apparaît plus que jamais essentiel de maintenir une bonne diversification", ajoute le responsable. Les marchés saluent par ailleurs les derniers développements en Chine, alors que le bureau politique du Parti communiste chinois a déclaré la semaine dernière qu'il renforcerait son soutien à l'économie du pays. Des données publiées lundi ont aussi montré que l'activité du secteur des services avait poursuivi son expansion en avril, les indicateurs avancés faisant espérer une poursuite du rebond à terme.

Les valeurs à suivre a wall street

Berkshire Hathaway a fait état samedi d'un bénéfice trimestriel record, soutenu par une augmentation significative des revenus provenant de la souscription d'assurances. Le groupe a néanmoins annoncé avoir réduit de 13% sa participation dans Apple, se délestant d'environ 115 millions d'actions.

Les valeurs à suivre en Europe

Atos est volatile après avoir annoncé lundi avoir reçu quatre propositions provenant de différents investisseurs dans le cadre de sa procédure de restructuration. Le titre recule de 2,9%. Teleperformance est en tête du CAC 40 et progresse de 5,79% après des commentaires encourageants d'analystes, Stiefel saluant notamment les derniers résultats du groupe. Maurel et Prom grimpe de 8,49% après avoir reçu une licence de l'OFAC du département américain du Trésor pour ses opérations au Venezuela. Eutelsat Communications a confirmé lundi étudier des possibilités de partenariat avec des investisseurs dans les infrastructures pour son réseau terrestre, et recule de 1,92%. PostNL a fait état lundi d'une perte pour son résultat normalisé avant intérêts et impôts au titre du premier trimestre, et perd 4,19%.

TAUX

Les rendements déclinent modérément après les derniers indicateurs publiés de part et d'autre de l'Atlantique. Le rendement du dix ans allemand s'affaiblit de 6,4 pb à 2,446%, celui du taux à deux ans perd 4,6 pb à 2,889%. Le rendement du Treasury à dix ans abandonne 2,5 pb à 4,4752%, tandis que le deux ans se replie de 2,2 pb à 4,7845%.

CHANGES

La livre sterling se renforce avant la prochaine décision de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, attendue jeudi, et qui devrait maintenir ses taux à leurs niveaux

actuels.

Le dollar avance de 0,05% face à un panier de devises de référence, l'euro prend 0,1% à 1,0769 dollar, et la livre sterling se renforce de 0,27% à 1,2578 dollar.

PETROLE

Le brut progresse après que l'Arabie Saoudite a relevé le prix de son pétrole pour juin pour la plupart de ses clients, tandis que les négociations entre Israël et le Hamas semblent au point mort. Le Brent grignote 0,71% à 83,55 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) avance de 0,88% à 78,8 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Mai 2024 Valeur : 08 Mai 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2896	134.3046
1	EUR	EURO		144.5359	144.6058
1	GBP	POUND STERLING		168.7691	168.7880
100	JPY	JAPANESE YEN		87.2747	87.2901
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6118	18.6152
1	CHF	SWISS FRANC		148.3044	148.4029
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1577	98.1759
1	DKK	DANISH KRONE		19.3805	19.3855
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3901	12.3938
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3719	12.3753
1	AED	UAE DIRHAM		36.5563	36.5713
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8029	35.8117
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.4303	437.1895
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7110	43.1402
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3448	13.3462
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4340	27.5745
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5358	3.5362
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5240	177.5240

Le CAC 40 accroît ses gains, Atos dans le rouge

Les Bourses européennes progressent légèrement. Celles de Londres est fermée aujourd'hui en raison du "Early May Bank Holiday". Ce matin, les investisseurs ont pris connaissance d'une activité dans le secteur privé légèrement plus soutenue que prévu en avril dans la zone euro, la France surprenant en renouant avec la croissance. A Paris, Atos recule après la présentation de 3 offres de restructuration. La quatrième a été retoquée. Vers 12 heures, le CAC 40 gagne 0,70% à 8013,47 points tandis que l'EuroStoxx50 s'adjudge 0,73% à 4957,64 points. Les taux longs se détendent en Europe. Entreprise néerlandaise spécialisée dans les postes, PostNL (-4,03% à 1,192 euro) recule à la Bourse d'Amsterdam, suite à l'annonce ce matin de résultats décevants au premier trimestre 2024. Sur cette période, le chiffre d'affaires s'est replié de 2% à 765 millions d'euros. L'entreprise a es-suyé sur les trois premiers mois de l'exercice 2024 une perte opérationnelle (Ebit) normalisée de neuf millions d'euros alors qu'il a dégagé un bénéfice opérationnel de sept millions d'euros un an plus tôt à la

même période. En forte hausse à l'ouverture, Atos recule désormais de 2,39% à 2,12 euros après avoir indiqué qu'il examinera trois offres de restructuration sur les quatre présentées. Le groupe informatique en difficulté a souligné que sa restructuration impliquera "probablement des changements radicaux dans la structure de capital de la société" et il a rappelé qu'elle "entraînera une dilution massive des actionnaires existants d'Atos". Il sélectionnera une offre d'ici le 31 mai et prévoit de parvenir à un accord final de restructuration financière d'ici juillet 2024. Carmat bondit de 15,80% à 3,555 euros après avoir annoncé qu'il réitérait sa prévision de chiffre d'affaires de l'ordre de 14 millions d'euros pour 2024. Le spécialiste du coeur artificiel se fonde sur les résultats cliniques de son étude clinique Eficas, la progression des implantations sur les 4 premiers mois de l'année 2024, et sur la base de 39 hôpitaux formés à des implantations commerciales. La medtech travaille cependant "très activement sur un renforcement de ses fonds propres" sa visibilité

ne dépassant actuellement pas la fin du mois de mai 2024.

Les chiffres macroéconomiques du jour

L'activité dans le secteur privé français en avril a été plus élevée qu'annoncé initialement, a indiqué S&P Global. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 50,5 contre 48,3 en mars. Le consensus et la première estimation s'élevaient à 49,9. Le PMI pour les services est passé de 48,3 en mars à 51,3 en avril. Le consensus et la première estimation s'élevaient à 50,5. La croissance de l'activité dans le secteur privé de la zone euro en avril a été légèrement plus forte qu'annoncé initialement par S&P Global. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 51,7 contre 50,3 en mars. Le consensus et la première estimation s'élevaient à 51,4. Le PMI pour les services est passé de 51,5 en mars à 53,3 en avril. Le consensus et la première esti-

mation s'élevaient à 52,9. Le rythme de croissance de l'activité dans le secteur privé allemand en avril a été confirmé par S&P Global. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 50,6 contre 47,7 en mars. Le consensus et la première estimation s'élevaient à 50,5. Le PMI pour les services est passé de 50,1 en mars à 53,2 en avril. Le consensus et la première estimation s'élevaient à 53,3. Les prix à la production industrielle ont diminué de 0,4% en mars dans la zone euro et de 0,5% dans l'Union européenne, par rapport à février 2024, selon les estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Le consensus s'élevait à -0,4% pour la zone euro. En février 2024, les prix à la production industrielle avaient diminué de 1,1% dans la zone euro et de 1,0% dans l'UE. L'indice Sentix du sentiment des investisseurs est ressorti à -3,6 en mai pour la zone euro contre un consensus de -4,8 et -5,9 en avril. Vers 12h00, l'euro gagne 0,09% à 1,0771 dollar.

FACE À ALSTOM

Siemens remporte le contrat pour fournir le premier TGV des Etats-Unis

Le groupe allemand Siemens a remporté l'appel d'offres pour la fabrication des trains de la toute première ligne à grande vitesse des États-Unis, prévue pour 2028 entre Las Vegas et les portes de Los Angeles.

Face au Français Alstom, c'est finalement le groupe allemand Siemens qui fournira la toute première ligne à grande vitesse des États-Unis qui doit relier dès 2028 Las Vegas et Los Angeles. Dans un communiqué, Brightline, le concepteur du projet a annoncé que Siemens Mobility a été désigné pour construire une "flotte de dix trains" qui circuleront à l'ouverture de ce futur tronçon de 350 km. Le montant de la transaction n'est pas encore arrêté, a indiqué Siemens. Ces "premiers trains à grande vitesse construits en Amérique" promettent de relier Rancho Cucamonga, près de Los Angeles (Californie), à Las Vegas (Nevada) en un peu plus de deux heures, contre le double par la route, et devraient transporter 11 millions de passagers par an. L'ouverture de cette ligne nouvelle pour 2028 - année où Los Angeles doit accueillir les Jeux olympiques - a été annoncée en grande pompe en décembre par le président américain Joe Biden, qui compte sur le ferroviaire pour réduire l'impact climatique des transports, dans un pays où la voiture individuelle reste hégémonique.

La future liaison entre Los Angeles et Las Vegas permettra à elle seule de "retirer 3 millions de véhicules de l'autoroute" qui relie les deux villes, selon Joe Biden. L'Etat fédéral doit apporter 3 milliards de dollars, sur les 12 milliards du projet. Les trains de Siemens, baptisés "American Pioneer 220", seront conçus "spécialement pour le marché américain", et reposent sur une "chaîne d'approvisionnement américaine", selon Siemens, qui compte ouvrir une nouvelle usine dans le pays. Ils doivent atteindre une vitesse commerciale de 320 km/h.

Déception chez Alstom

"Nous sommes déçus", a commenté dans un communiqué le groupe Alstom, qui s'était positionné sur ce marché. Le constructeur français s'est dit toutefois "prêt à saisir les opportunités futures pour faire avancer le train à grande vitesse en Amérique". Il construit déjà les trains Avelia Liberty, des TGV qui doivent être déployés sur la ligne entre Boston et Washington où les trains ne peuvent pas dépasser les 240 km/h, ce qui l'empêche techniquement d'être considérée comme



une ligne à grande vitesse. L'administration Obama a commandé en 2016 ces trains qui n'ont toujours pas été livrés, dans l'attente d'une certification par l'autorité de sûreté ferroviaire américaine. Le processus a avancé, assure Alstom, qui dit avoir déjà construit 13 des 28

trains commandés. Le gouvernement Biden va investir au total 30 milliards de dollars (28 milliards d'euros) dans le développement du réseau ferré aux États-Unis, avec pour objectif de doubler le nombre de passagers dans les trains américains d'ici 2040.

CANADA

Hausse des insolvabilités d'entreprises et de consommateurs au 1T

Les insolvabilités d'entreprises ont bondi de 87,2% sur un an au premier trimestre 2024, tandis que les insolvabilités des consommateurs ont augmenté de 14%. Les données du Bureau du surintendant des faillites publiées vendredi montrent que les insolvabilités d'entreprises ont totalisé 2003, dont 1599 étaient des faillites. L'Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité et de la réorganisation (ACPIR) a déclaré qu'il s'agit de loin de la plus forte augmentation d'une an-

née sur l'autre des cas d'insolvabilité d'entreprises en 37 ans de compilations de données. Les insolvabilités d'entreprises ont augmenté de 31,7% par rapport au quatrième trimestre 2023. L'association a déclaré dans un communiqué de presse qu'elle constatait des signes d'une augmentation significative de la détresse parmi les entreprises canadiennes alors qu'elles font face à la dette pandémique, à la hausse des coûts, à la baisse des dépenses de consommation

et à la hausse des taux d'intérêt. Avec la date limite passée pour le remboursement du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, les entreprises doivent faire face au fardeau financier supplémentaire des remboursements mensuels du prêt et des intérêts qui les accompagnent, selon le président de l'ACPIR, André Bolduc. Cette nouvelle réalité en matière de dette pourrait rendre l'avenir plus difficile à gérer, mentionne-t-il. Les petites et moyennes entreprises sont particulière-

ment confrontées à des difficultés, car elles disposent de moins d'options de restructuration, fait valoir M. Bolduc. Certaines choisissent simplement de fermer leurs portes au lieu d'engager une procédure formelle d'insolvabilité. Les insolvabilités de consommateurs au cours du premier trimestre ont totalisé 33 885, la majorité étant des propositions. Ce nombre équivaut aux niveaux pré-pandémiques et le risque d'insolvabilité reste important pour de nombreux Canadiens, indique M. Bolduc.

HUILE D'OLIVE

Quand son prix va-t-il enfin baisser ?

L'huile d'olive, victime de la sécheresse et du réchauffement climatique, n'en fini pas de flamber. Près d'un million d'acheteurs y ont renoncé cette année en France. Mais une baisse pourrait s'amorcer. L'été aura-t-il le même goût sans un filet d'huile d'olive sur les traditionnelles tomates-mozza? Alors que la saison des salades approche, l'"or liquide" n'aura jamais aussi bien porté son nom. Désormais, dans les supermarchés, les bouteilles dépassent souvent les 10 euros. En un an, leur prix a pris près de

20% en France. Avec pour conséquence, dans un contexte d'inflation, une baisse des achats de 10% en volume entre mars 2023 et mars 2024, selon les données du cabinet Nielsen. Face à cette envolée sur les étiquettes, près d'un million de foyers se sont carrément privés d'huile d'olive en un an. Les autres ont pu se tourner vers des bouteilles plus petites: la quantité moyenne par achat est de 0,9 litre, une baisse de près de 5% en un an, toujours selon Nielsen. Pour bien comprendre pourquoi le prix de l'huile d'olive

atteint des sommets, et quand est-ce qu'il pourrait baisser, il faut traverser les Pyrénées. L'Espagne produit la moitié de l'huile d'olive consommée dans le monde. **La production espagnole divisée par deux** C'est donc peu dire que le marché est très dépendant de la production espagnole. Sauf qu'elle a brutalement chuté. Une sécheresse hors du commun, signe du changement climatique, a terrassé les champs d'oliviers. Tous les ans, les fruits qui

donnent le précieux nectar sont récoltés pendant la campagne annuelle, qui va d'octobre à février. La production espagnole 2022/23, qui donne l'huile que nous consommons en ce moment, a été divisée par deux par rapport à la campagne précédente. Tirée vers le bas, la production mondiale est descendue à 2,5 millions de tonnes (contre 3,4 millions en 2021/2022), selon les données de la Commission européenne. Avec la raréfaction du produit, le prix est logiquement monté en flèche. En Espagne, les 100kg d'huile d'olive extra-

vierge valent désormais près de 900 euros, c'était deux fois moins en 2022, toujours d'après la Commission. Dans les supermarchés espagnols, l'huile d'olive a pris 42% entre janvier et septembre 2023, selon l'organisation de consommateurs espagnole Facua. Sur les marchés, l'huile d'olive s'échange aussi à prix fort. "On est passés de 3000 euros la tonne, à 9500 euros au plus haut", rapporte Fanny De Gasquet, directrice générale de Baillon-Intercor, une société de courtage en huiles végétales.

RENAULT 5 ÉLECTRIQUE

Rien à voir avec celle de 1972

Singeant la silhouette de la R5 de 1972, la nouvelle R5 E-Tech se revendique fièrement de son aïeule. Mais attention à ne pas faire d'amalgame entre ces deux voitures très différentes sur le fond.

Captur restylé, Symbioz, Rafale... Renault ne chôme pas en 2024, avec de nombreux lancements à son calendrier. Mais au milieu de tout ça, c'est assurément l'arrivée dans les concessions de la nouvelle R5 électrique que tout le monde guette. Il n'est sans doute pas usurpé de dire que l'attente autour d'une nouveauté française a rarement été aussi élevée. C'est qu'en jouant à fond la carte du rétro-design en modernisant la silhouette de la première R5 de 1972, cette nouvelle mouture détonne dans le paysage automobile français. Sans compter qu'elle ne sera disponible qu'en électrique. Mais justement, la comparaison avec sa matrice des années 1970 s'arrête à quelques similitudes physiques.

Bien que Renault force le parallèle entre ces deux objets "fun" et modernes, la R5 E-Tech n'a pas grand-chose à voir avec la R5 originelle. Si cette dernière a pour vocation de remplacer la 4CV d'après-guerre et de compléter l'offre d'une "quatrelle" un peu rustique pour les habitants des grandes villes, elle a malgré tout été conçue comme un objet simple à fabriquer et abordable, avec son faible poids et ses pare-chocs en Polyester. Une vocation vite renforcée par le choc pétrolier de 1973 et le besoin d'automobiles sobres en carburant.

R5 E-Tech : du "techno" en veux-tu en voilà

On est donc bien loin de la R5 E-Tech de 2024 qui, par sa propulsion uniquement électrique, ses moteurs allant de 95 à 150 ch, sa recharge bidirectionnelle et sa connectivité avancée – elle inaugure no-



tamment l'assistant à la conduite Reno avec qui vous pourrez discuter en roulant –, n'a rien d'une voiture "basique". Au contraire, la nouvelle citadine "zéro émission" du Losange n'est rien d'autre qu'un objet très technologique. Et si elle devait au départ remplacer à elle seule la Zoé

pour devenir l'électrique sympathique, populaire et abordable souhaitée par Luca De Meo dès 2021, Renault a finalement dû lui trouver une remplaçante dans le rôle de l'électrique à 20 000 €.

Cette vocation reviendra finalement à une Twingo probablement elle aussi cuisinée à

la sauce "néo-rétro". Mais qui, elle, pourrait justement être un peu plus dépouillée et se rapprocher, sur le fond, de la R5 de l'époque. Cela n'enlève rien à la réussite annoncée de la R5 contemporaine, craquante et bien faite. Mais comparaison n'est pas toujours raison.

À CAUSE DE FISKER

Magna pourrait perdre 400 millions de dollars



L'arrêt de la production du Fisker Ocean et la faillite attendue du constructeur basé à Los Angeles devraient valoir à Magna une perte de revenus de

400 millions de dollars sur l'année 2024. Selon Swamy Kotagiri, CEO de Magna, l'arrêt de la production du SUV électrique Fisker Ocean en

mars et la probable faillite du constructeur ressuscité par Henrik Fisker auront un impact sérieux sur les activités du groupe Magna International, que ce soit sur le plan opérationnel ou financier. De prime abord, si la production du Fisker Ocean ne devait pas reprendre, cela induirait une perte de 400 millions de dollars – soit environ 372 millions d'euros au moment de rédiger cet article – sur le chiffre d'affaires annuel du groupe. Des revenus revus à la baisse qui pourraient entraîner une restructuration au sein de l'entreprise, comme l'a indiqué M. Kotagiri : « Nous avons parlé de la restructuration de certaines divisions au cours de l'année écoulée... Nous examinons actuellement chaque programme d'ingénierie et sa pertinence. Je pense qu'il s'agit d'une démarche globale ».

Pas péril en la demeure

Certes, l'arrêt de la production du Fisker Ocean s'est fait sentir sur les bénéfices de Magna Interna-

tional qui sont passés de 209 millions de dollars au premier trimestre 2023 à 9 millions seulement pour la même période en 2024 pour ce programme. Au total, le chiffre d'affaires trimestriel de 11 milliards de dollars a permis de dégager un bénéfice ajusté de 469 millions de dollars au premier trimestre 2024. De même, la tendance au ralentissement des ventes de VE en Amérique du Nord n'inquiète pas outre-mesure le patron de Magna qui rappelle que les modèles électriques font certes beaucoup de bruit dans les médias mais ne représentent qu'une portion congrue des activités du groupe qui figure au quatrième rang des fournisseurs mondiaux de l'industrie automobile selon Automotive News. Toutefois, Swamy Kotagiri concède que les prochains accords, qu'ils concernent des start-ups façon Fisker ou de grands constructeurs, feront l'objet d'une attention toute particulière quant aux détails et aux conditions générales contractuelles.

La charrue avant les bœufs

N'est pas Tesla qui veut. On peut le constater avec les difficultés rencontrées par Lucid ou Rivian, mais la situation de ces deux marques reste bien plus enviable que celle de Fisker. Très ambitieux, le constructeur relancé par Henrik Fisker avait lancé le SUV Ocean dans des délais très courts qui se sont payés par de nombreux soucis d'ordre électronique tandis que les tarifs pratiqués par Fisker, bien qu'attractifs, n'ont pas su séduire la clientèle. En effet, Fisker a vendu 4929 Ocean en 2023 dont 3818 au quatrième trimestre 2023. Soit moins de la moitié des 10.000 exemplaires produits par Magna l'année dernière. La présentation de trois autres modèles n'aura pas suffi à convaincre les investisseurs ni à conclure un accord avec Nissan et ne permettra pas d'éviter la faillite sachant que Fisker a nommé en avril un « responsable de la restructuration » après que le constructeur n'ait pas été en mesure de payer des intérêts à un investisseur institutionnel et à un détenteur d'obligations.

Des pirates affiliés à l’Iran dérobent des identifiants de compte cloud

L'équipe de chercheurs en sécurité de Mandiant a observé des campagnes malveillantes par social engineering mené par des pirates affiliés à l'Iran. En se faisant passer notamment pour des journalistes ces derniers récupèrent des identifiants et des mots de passe de services cloud de leurs victimes.

Selon une étude menée par Mandiant (Google) un groupe affilié à l'Iran connu pour ses activités de cyberespionnage, utilise des tactiques d'ingénierie sociale améliorées. Les cybercriminels se font notamment passer pour des journalistes ou organisateurs d'événements afin d'accéder aux environnements cloud de leurs victimes. Identifié sous le nom d'APT42, avec des liens présumés avec l'organisation de renseignement du Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC-IO), le cybergang cible des ONG occidentales et moyen-orientales, des médias, des universités, des services juridiques ou encore des activistes. "Le ciblage et les missions d'APT42 sont cohérents avec son affiliation à l'IRGC-IO, qui fait partie de l'appareil de renseignement iranien et qui est responsable de la surveillance et de la prévention des menaces étrangères contre la République islamique et des troubles intérieurs", a fait savoir Mandiant dans un billet de blog. Le groupe de cybercriminels APT42 est connu sous d'autres appellations selon les éditeurs et chercheurs en sécurité qui suivent sa trace : CALANQUE (Google Threat Analysis Group), Charming Kit-ten (ClearSky et CertFA), Mint Sandstorm/Phosphorus (Microsoft), TA453 (Proofpoint), Yellow Garuda (PwC), ITG18 (IBM X-Force)... Les opérations d'APT 42 ne datent pas d'hier, le centre de ré-

ponse à incidents iranien en farsi (CertFA) analysant ses activités depuis 2018, mais elles sont montées d'un cran depuis ces derniers mois. Outre les campagnes malveillantes ciblant des cloud, APT42 est ainsi également associé à des activités basées sur des malware notamment l'exploitation de deux portes dérobées personnalisées, NICECURL et TAMECAT.

Les identifiants Microsoft, Google et Yahoo en ligne de mire

Mandiant a indiqué avoir identifié différents groupes d'infrastructures utilisés par APT42 pour collecter des informations d'identification auprès de cibles des secteurs politique et gouvernemental, des médias et des journalistes, ainsi que des ONG et des opposants. Ces actions de collecte d'informations d'identification commencent par de l'ingénierie sociale afin d'obtenir un

accès initial aux réseaux des victimes, "ce qui implique souvent une correspondance de confiance permanente avec la victime", selon l'étude. Ce n'est qu'ensuite que les informations d'identification souhaitées sont acquises et que l'authentification multi-facteurs (MFA) est contournée soit via un site web cloné pour capturer le jeton MFA ou en envoyant des notifications push MFA à la victime. Ces campagnes ont été menées en trois étapes successives, a ajouté Mandiant. Tout d'abord, la victime est incitée à cliquer sur des liens dont le contenu est lié à l'Iran et à d'autres sujets relatifs aux affaires étrangères. Une fois activé, les liens renvoient les victimes vers de faux sites web se faisant passer pour des services, des organes d'information et des ONG légitimes. Enfin, les victimes sont redirigées vers de fausses pages de connexion Microsoft, Google ou Yahoo, où la

collecte de données est effectuée. "APT42 a renforcé la crédibilité de son action en utilisant du matériel leurre invitant les cibles à des événements et des conférences officielles et pertinents", ajoute le blog. "Dans un cas, le leurre était hébergé dans un dossier SharePoint contrôlé par l'attaquant, accessible uniquement après que la victime ait saisi ses informations d'identification. Mandiant n'a pas identifié d'éléments compromis dans les fichiers, ce qui suggère qu'ils ont été utilisés uniquement pour gagner la confiance de la victime". Pour éviter d'être détecté, le groupe a déployé de multiples techniques d'évasion notamment en s'appuyant sur des outils intégrés et accessibles au public de l'environnement Microsoft 365 et en utilisant une infrastructure anonyme et en se faisant passer pour l'entreprise de la victime tout en exfiltrant des fichiers vers OneDrive.

Des campagnes de spear phishing pour relayer des malwares

Outre les campagnes de collectes d'informations d'identification, le cybergang a été observé en train de déployer deux backdoors personnalisées. TAMECAT, une porte dérobée capable d'exécuter des commandes PowerShell ou C#, a été identifiée par Mandiant en mars 2024 et diffusée par hameçonnage au moyen de macro piégés dans des documents. "Mandiant a précédemment observé l'utilisation de TAMECAT dans le cadre d'une campagne de spear phishing à

grande échelle d'APT42 ciblant des personnes ou des entités employées ou affiliées à des ONG, des gouvernements ou des organisations intergouvernementales dans le monde entier", ajoute l'équipe de chercheurs. En janvier 2024, ces derniers sont tombés sur un fichier Sothink logo maker (LMK) téléchargeant NICECURL, une porte dérobée écrite en VBScript qui peut télécharger des modules supplémentaires à exécuter, y compris l'exploration de données et l'exécution de commandes arbitraires. Le fichier LMK était accompagné d'un leurre PDF qui se faisait passer pour un formulaire de retour d'entretien de la Harvard T.H. Chan School of Public Health. "Ces deux portes dérobées ont été livrées avec un contenu leurre et fournissent aux opérateurs d'APT42 un accès initial aux cibles", a ajouté Mandiant. "Elles fournissent une interface d'exécution de code flexible qui peut être utilisée comme point de départ pour déployer d'autres logiciels malveillants ou pour exécuter manuellement des commandes sur un système." Le blog a ajouté une liste d'indicateurs de compromission (IoC), comprenant les noms des organes de presse et des instituts de recherche, des services officiels, des services de connexion génériques, des services de raccourcissement d'URL, des daemons de messagerie et des services de partage de fichiers utilisés par l'acteur malveillant.

SELON LES AGENCES DE RENSEIGNEMENT DE L'UE

La Russie préparerait des cyberattaques de grande envergure en Europe

Les renseignements européens craignent que la Russie se lance dans une « guerre hybride », mêlant attentats au sol et cyberattaques d'infrastructures sensibles des ennemis de Moscou. Entre la Russie et l'Europe, le ton monte, sur tous les fronts. Début 2024, Sébastien Lecornu, ministre français des Armées, mettait déjà en garde son ministère, l'exhortant à renforcer sa cybersécurité. Une inquiétude nourrie par la cyberattaque de plusieurs ministères, menée par un groupe de hackers russes, Anonymous Sudan et NoName057(16). Peu avant, à l'automne 2023, dans les airs, un missile franco-britannique SCALP-EG de l'armée ukrainienne frappait un QG de la marine russe de la mer Noire, à Sébastopol, en Crimée. Et à l'été de la même année, Elon Musk, patron de X.com (ex-Twitter), a débranché l'accès de Starlink, qui permettait à l'Ukraine d'avoir accès à Internet par satellite, par crainte d'une riposte nucléaire russe. Enfin, en avril 2024, le Microsoft Threat Analysis Center constatait les efforts sans relâche de certains groupes de hackers russes dans des campagnes de désinformation visant à

écourner le soutien américain à l'Ukraine, juste avant les élections. Une guerre au sol, en mer, dans les airs et le cyberspace, voici tous les ingrédients réunis pour une guerre hybride menée par la Russie contre l'Europe, crainte par les services de renseignements de l'UE.

Des signes avant-coureurs d'une vague d'attentats et de cyberattaques en Europe

Si l'Europe est toujours sous le coup de la menace russe depuis notamment le début du conflit en Ukraine, de récents incidents significatifs d'une préparation d'intervention massive de la Russie au sein du Vieux Continent ont conduit les services de renseignements à s'alarmer. Multiplication des brouillages GPS d'avions civils dans l'est de l'Europe, campagnes intensives de désinformation et de manipulation des opinions publiques, infiltration de l'extrême droite du continent ou encore cyberattaques n'en seraient que les prémices. On peut citer par exemple l'arrestation en Allemagne de deux ressortissants germano-

russes soupçonnés d'avoir projeté d'attaquer des sites militaires, l'incendie d'un entrepôt au Royaume-Uni contenant des cargaisons d'aide à l'Ukraine, et l'attaque de la voiture du ministre de l'Intérieur en Estonie.

Une « guerre hybride » qui prend sa source en 2014 entre l'Ukraine et la Russie

C'est donc une « guerre hybride », comme l'indiquaient le 3 mai 2024 nos confrères du site Le Figaro qui prend de l'ampleur en Occident. Ce terme, non officiel, initié par deux officiels américains en 2005 est une stratégie de conflit qui mélange des moyens conventionnels et non conventionnels, comme la désinformation, les cyberattaques, et l'utilisation de forces inhabituelles. Cette nouvelle manière de faire la guerre n'est donc non seulement pas nouvelle, mais a déjà été utilisée par le passé, mêlant déjà à l'époque la Russie et l'Ukraine, en 2014. Lors de l'intervention russe, des activistes pro-russes ont occupé par surprise des bâtiments administratifs et sécuritaires dans les grandes villes de l'est de l'Ukraine, à Donetsk, Kharkiv et Lougansk. Une poignée de combattants

russes bien entraînés ont rejoint le mouvement pour l'organiser. Ces « volontaires » ont transformé rapidement des manifestations anarchiques en un soulèvement armé. Par la suite, le conflit s'est également joué sur l'espace cyber avec les cyberpiratages de sites gouvernementaux ukrainiens, comme les sites ministériels des Affaires étrangères, de l'Éducation nationale et des Situations d'urgence. Quant à la désinformation, elle est l'un des ingrédients de la guerre hybride que se mènent l'Ukraine et la Russie depuis 2014 avec notamment des accusations de violation de droits humains de part et d'autre de la ligne de front, comme lorsque la Russie a menacé quiconque qui se mettrait en travers des actions de la Russie contre l'Ukraine se verrait taxé de xénophobie et de russophobie. Avec le conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine et les avertissements récents sur divers pays européens, on prend les mêmes et on recommence, mais avec un arsenal d'attaques et cyberattaques plus étendu et des cibles potentiellement plus nombreuses.

Mots fléchés

Empereur français	Victoire de Napoléon	Cirque suisse	Arme automatique	Défaite de Napoléon	Petit de l'ânesse	Victoire de Napoléon
Victoire de Napoléon	Mioche	Enzyme			Prénom féminin	Grande randonnée
			Victoire de Napoléon			
Toxique				Durées	Donc	
Placées						
			Semblable			Victoire de Napoléon
Hallucinogène		Il a un mur		Champion		Maîtresse de Zeus
Vrai						
		Chamois	Dégoûtant			Électron-volt
			Einsteinium			Anneau de cordage
Bourricots	Doyenne			Marchera	Concept spirituel	Grande école
	Groupe terroriste					Obstination
			Crooner célèbre			
			Grain de beauté			Défaite de Napoléon
Gare de triage du Rhône				Souvent fous		Qualité
Échine				Tragédies		
		Appareil de détection			Fleuve de Russie	
		Arrose Saint-Omer			Armée irlandaise	
Roman d'Emile Zola	Précurseur de l'aviation			Par		Astate
	Abri douillet					
		Part !		Victoire de Napoléon		
		Remplace le RMI				
Rapport de cercle		Remâchai				Erbium
		Bizarre				Mammifères marins
Appuyé contre un mur				Entrée	Ville lorraine	
Ville de Mésopotamie					Unités de temps	
	Dieu égyptien		Possessif		Il a sa bouche	
	Chaleur animale		Embarras-sées		Train de banlieue	
Choix		À eux	Hurlement			Moteur turbo
Meugle						Personnes
			Région française			
Nouveau disque	A toi		Instruite			Son nom indique sa forme
	Epais		Ecrivain italien (Umberto)			
		Quantités		Intermédiaire		
				Césium		
Combat singulier	Plante de la famille des palmiers			Cérium		Possessif
		Port de Tunisie				Sélénium

Le pétrole grimpe après que l'Arabie Saoudite ait augmenté ses prix

Les contrats à terme sur le pétrole ont grimpé lundi après que l'Arabie saoudite a augmenté les prix du brut de juin pour la plupart des régions et que la perspective d'un accord de cessez-le-feu à Gaza est apparue faible, ravivant les craintes que le conflit entre Israël et le Hamas ne s'aggrave encore dans la principale région productrice de pétrole. Les contrats à terme du Brent ont gagné 34 cents, soit 0,4%, à 83,30 dollars le baril à 0518 GMT, tandis que les contrats à terme du brut américain West Texas Intermediate étaient à 78,45 dollars le baril, en hausse de 34 cents, soit 0,4%. L'Arabie Saoudite a augmenté les prix de vente officiels (OSP) pour son brut vendu à l'Asie, à l'Europe du Nord-Ouest et à la Méditerranée en juin, signalant les attentes d'une forte demande cet été.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 7 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Appel à l'intensification des efforts pour protéger les forêts

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a appelé, ce lundi à Khenchela, à l'intensification des efforts pour protéger les forêts des incendies pendant l'été. Inspectant le site où se déroulent les travaux de réhabilitation du barrage vert, dans la commune d'Ensigna, le ministre a exhorté les agents forestiers et les éléments de la Protection civile à coordonner leurs efforts, et demandé aux responsables concernés de mettre en place « tous les moyens nécessaires afin de préserver les richesses forestières de l'Algérie, aussi bien des incendies que des actes de malveillance pouvant les affecter ». M. Merad a également demandé au conservateur des forêts de la wilaya de Khenchela de « travailler en collaboration avec les populations riveraines des forêts tout en veillant à intervenir rapidement en cas de départ de feu ». Par ailleurs et lors de l'inspection de l'état d'avancement des travaux de réalisation de la gare ferroviaire principale et de la ligne de voie ferrée devant relier Khenchela à Ain Beïda (Oum El Bouaghi), le ministre a exprimé sa satisfaction quant à la cadence imprimée aux travaux, avant d'instruire les responsables concernés à l'effet d'achever tous les travaux restants en vue de livrer « dans les plus brefs délais possibles » ce projet inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République au profit de cette wilaya. Il a à juste titre, insisté sur l'achèvement dans des délais réduits de tous les projets liés au développement du réseau ferroviaire national « au regard de l'importance économique et sociale de ce type de réalisations stratégiques ».

Utiliser l'intelligence artificielle

Lors de la visite à la Maison de l'Intelligence artificielle, à l'Université Abbas-Laghrou, le ministre de l'Intérieur a fait part de son admiration de ce centre dédié à la technologie et où il a échangé longuement avec des étudiants, les exhortant notamment, à utiliser l'intelligence artificielle, en privilégiant le travail d'équipe et la communication. D'autre part, il a inspecté un autre projet inscrit au programme complémentaire, en l'occurrence le dédoublement de la voie de contournement du chef-lieu de wilaya, entre les communes d'El Hamma et d'Ensigna sur une distance de 20 km. Il a insisté, sur place, sur « l'importance du développement du réseau routier qui permet de désenclaver certaines localités rurales et de relier Khenchela aux wilayas du Sud du pays au moyen d'axes routiers modernes ».

MERIEM BENMOULOU, HAUT-COMMISSAIRE À LA NUMÉRISATION

«Le Centre national des services numériques contribuera à renforcer la souveraineté numérique»

La Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, a affirmé, hier lundi à Alger, que le Centre national algérien des services numériques « contribuera à renforcer la souveraineté numérique en Algérie et facilitera l'orientation progressive vers la réalisation de son autonomie technologique ». Président une journée d'études sur l'importance du Centre national des services numériques, au Centre international de conférences (CIC) « Abdelatif Rahal » à Alger, Mme Benmouloud a souligné que le projet qui sera réalisé en partenariat avec le groupe chinois « Huawei », permettra « d'héberger les données nationales en territoire algérien », ce qui contribuera « à renforcer la souveraineté numérique de notre pays et facilitera l'orientation progressive vers la réalisation de notre autonomie technologique, à travers le renforcement de notre produit local ». La réalisation de ce centre qui intervient « en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune, visant à atteindre une gouvernance numérique, en consécration des principes de transparence, d'égalité et de lutte contre la bureaucratie », permettra aussi de « rationaliser les dépenses publiques, créer un environnement favorable au renforcement de l'industrie numérique, relancer l'investissement dans ce domaine, et contribuer au renforcement du produit local ». Grace au Centre, premier du genre en Algérie, et à travers la plateforme d'interopérabilité des systèmes de données qu'il assurera, « il sera possible d'échanger des informations et des données entre les différents secteurs et réaliser un portail numérique interactif unifié avec l'introduction, dans une première étape de 40 services publics, notamment au profit des citoyens », ajoute la responsable. Dans le but d'améliorer « le transfert du savoir-faire en matière de réalisation de ce type de projets à haute technologie, le champ a été ouvert aux acteurs et partenaires économiques algériens impliqués dans la numérisation pour les associer à la réalisation de certains aspects et leur

permettre de bénéficier de l'expertise internationale que ce projet leur offre », a-t-elle ajouté. A cet égard, Mme Benmouloud a appelé les laboratoires de recherche universitaires et les propriétaires de petites entreprises actives dans ce domaine à « contribuer au développement des logiciels enregistrés sur le portail national dédié à l'hébergement des services numériques ». A noter que les travaux de cette journée d'études ont été ouverts en présence du Conseiller auprès du président de la République, chargé des finances, des banques, du budget, des réserves de change, des marchés publics et des règlements internationaux, Mohamed Boukhari, du Conseiller du président de la République chargé de l'Education, de l'Enseignement supérieur, de la Formation professionnelle et de la Culture, Mohamed Seghir Saadaoui, ainsi que de membres du gouvernement, de représentants d'organismes nationaux et de représentants du groupe Huawei Télécommunications.

RENCONTRES DE CITOYENNETÉ

Des experts dissèquent le mode opératoire des médias du mensonge

Des experts ont disséqué, ce lundi matin au siège de la Radio Algérienne, le mode opératoire des médias de masse, d'envergure planétaire et qui, forts de moyens financiers colossaux et de méthodes d'influence et de manipulation, arrivent à dominer la pensée des peuples et déstabiliser les Etats. Sous le thème « La liberté d'expression dans le double standard des médias mainstream », ce débat rentre dans le cadre d'une série de rencontres baptisées Rencontres de citoyenneté, initiées par la Radio Algérienne. La rencontre, qui s'est déroulée au Centre culturel Aissa Messaoudi de la Ra-

dio Algérienne, a vu la participation d'éminents spécialistes des médias dont Michel Collon, journaliste et écrivain belge à l'origine de plusieurs ouvrages traitant des « médias du mensonge », et du collectif indépendant Investig'Action, le professeur Ahmed Bensaada du Canada, M. Majed Nehmé, politologue spécialiste des questions géopolitiques et directeur du magazine Afrique Asie, ainsi que M. Hassen Kacimi, expert des questions géopolitiques et migratoires. Le Forum diffusé en direct sur les chaînes Radio Algérie international (RAI), la chaîne III d'expression francophone et Ifriky FM, a vu la participation

au débat d'étudiants et des journalistes de divers organes. Pour le professeur Bensaada, les médias du mensonge et de la manipulation des masses ont de tout temps existé, mais le développement fulgurant des outils technologiques de l'information les rendent aujourd'hui encore plus puissants. De son côté, Michel Collon explique que ce n'est un secret pour personne qu'il existe une volonté délibérée de cacher des vérités à telle enseigne que dans certaines rédactions se vantant d'être les chantres de la liberté d'expression, dont le New York Times par exemple, une liste de vocables est carrément interdite

d'usage. C'est ainsi que le mot Palestine est banni dans ces rédactions. Majed Nehmé attire l'attention de l'assistance sur le phénomène de la détention de plusieurs médias lourds par des milieux d'affaires qui, en l'apparence, n'ont aucun lien avec le milieu de l'information. Il cite dans ce sillage, le cas en France, du groupe Bouygues, dont l'actionnaire majoritaire est Martin Bouygues, avec une mainmise sur tout un groupe de médias dont la chaîne d'information continue, LCI qui affiche clairement une partie pris dans la guerre russo-ukrainienne.

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE VÉTÉRINAIRE À EL HARRACH

Inauguration de la ferme pédagogique

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a inauguré, ce lundi à l'Ecole nationale supérieure vétérinaire (ENSV), « une ferme pédagogique et un centre de développement de l'entrepreneuriat ». S'exprimant à la presse à cette occasion, le ministre a affirmé que l'ENSV est passée d'« une école traditionnelle à une école moderne et positive dans l'Algérie nou-

velle », et ce, à travers la transformation des connaissances des enseignants et des étudiants en « produits commercialisables ». M. Baddari a indiqué que les enseignants et les étudiants de cette école étaient en passe de « créer une entreprise économique » qui contribue au développement durable et à la transformation d'idées en « produits commercialisables », soulignant que cet établissement universitaire était devenu « une école de troi-

sième génération », assurant un enseignement et une recherche scientifique, à même de permettre la création d'entreprises économiques. Le ministre a souligné que ces actions et ces projets s'inscrivaient dans le cadre de la concrétisation de l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'ériger l'Université algérienne « en locomotive de développement et d'épanouissement de la société ».